

Business France

**77, Boulevard Saint-Jacques
75998 Paris Cedex 14**

**« Accord cadre de prestation de services d'assurance de Business France
Dommages aux biens – Responsabilité civile – Responsabilité des
mandataires sociaux et des dirigeants – Marchandises transportées – Auto-
mission – Cyber – Annulation d'évènements – Responsabilité financière des
gestionnaires publics »**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS MINIMALES

MARCHE N°PN 2025.08.01

JOUE n°564111-2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PRESENTATION DE BUSINESS FRANCE	4
ARTICLE 2	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE	5
Article 2.1	Objet et prestations attendues	5
2.1.1	Objet de l'accord cadre	5
2.1.2	Prestations attendues	6
Article 2.2	Durée – effets de l'Accord-cadre	7
ARTICLE 3	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES	8
Article 3.1	Définitions contractuelles	8
Article 3.2	Evènements assurés et garanties	17
Article 3.3	Montant des garanties et des franchises	23
ARTICLE 4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET PROFESSIONNELLE 24	
Article 4.1	Définitions contractuelles	24
Article 4.2	Evènements garantis	28
Article 4.3	Montant garanti	30
Article 4.4	Sinistre	30
Article 4.5	Conditions d'application de la garantie	30
Article 4.6	Montant des garanties et des franchises	31
ARTICLE 5	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES DIRIGEANTS 31	
Article 5.1	Définitions contractuelles	31
Article 5.2	Etendue des garanties	32
Article 5.3	Montant des garanties et des franchises	34
ARTICLE 6	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE TRANSPORT DE MARCHANDISES ET DE BIENS	34
Article 6.1	Définitions contractuelles	34
Article 6.2	Etendue de la garantie	35
Article 6.3	Indemnisation	36
Article 6.4	Frais consécutifs et risques annexes	36
Article 6.5	Volumétrie des expéditions	36
ARTICLE 7	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE AUTO-MISSION	37
Article 7.1	Définitions contractuelles	37
Article 7.2	Principes du contrat	38
Article 7.3	Garanties	38
ARTICLE 8	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE CYBER	40

Article 8.1	Définitions contractuelles	40
Article 8.2	Evènements assurés	44
Article 8.3	Territorialité	47
Article 8.4	Garantie dans le temps	47
Article 8.5	Confidentialité	48
Article 8.6	Modification du risque	48
Article 8.7	Extension de garantie	48
Article 8.8	Garanties et franchises	49
ARTICLE 9	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE ANNULATION D'ÉVÉNEMENTS	50
Article 9.1	Définitions	50
Article 9.2	Objet de la garantie	50
Article 9.3	Territorialité	51
Article 9.4	Evènements assurés	51
ARTICLE 10	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DES GESTIONNAIRES PUBLICS	52
Article 10.1	Définitions	52
Article 10.2	Objet de la garantie	52
Article 10.3	Tableaux de garanties	54

ARTICLE 1 PRESENTATION DE BUSINESS FRANCE

Business France est une Entreprise Publique de conseil qui agit au service de l'internationalisation de l'économie française.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de plus de 1 400 collaborateurs situés en France et dans 53 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

Business France, en tant qu'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), doit se conformer aux prescriptions de la commande publique pour l'ensemble de ses achats, et plus particulièrement au Code de la commande publique.

Business France est structurée autour de quatre directions générales dont les services sont répartis en France et dans le monde :

- La Direction générale déléguée INVEST, qui s'occupe de la prospection et l'accueil des investissements étrangers en France.
- La Direction générale déléguée EXPORT, pour le développement international des entreprises implantées en France et de leurs exportations, qui inclut la Direction VIE.
- La Direction de la Communication et des Affaires Publiques, en charge de la communication interne et externe de l'Agence.
- La Direction Commerciale, qui regroupe l'ensemble des équipes commerciales en région :
 - Le réseau des CAI, dans le cadre de son partenariat avec Bpifrance,
 - Le réseau des Conseillers Internationaux (CI) en partenariat avec les CCI.
- La Direction générale déléguée Stratégies et Ressources qui regroupe :
 - La Direction des Ressources Humaines,
 - La Direction Financière,

- La Direction des Systèmes d'Information,
- La Direction du Réseau International,
- La Direction Juridique,
- La Direction Stratégique,
- La Direction des Partenariats Stratégiques.

De plus, sont directement rattachées à la Direction générale :

- La Mission Audit, Risques et Qualité,
- La Direction des Directeurs Inter-Régionaux.

Ces personnes sont géographiquement réparties en France et dans le monde : au siège à Paris et Marseille, en régions en France, ainsi que dans les 74 Bureaux Business France répartis dans 53 pays.

L'agence est placée sous la tutelle conjointe du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales et du ministère de l'Economie et des Finances.

Dans ce contexte Business France organise la présente consultation, afin de renouveler ses contrats d'assurance et d'accompagnement psychologique des Volontaires Internationaux de Business France.

ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

Article 2.1 Objet et prestations attendues

2.1.1 Objet de l'accord cadre

Dans le cadre de l'Accord-cadre donnant lieu à la présente procédure, le Titulaire sera chargé de fournir des prestations de garanties d'assurances et de gestion concernant tant les cotisations, les contrats, les primes et la gestion des sinistres.

L'Accord-cadre comporte huit lots portant respectivement sur :

N° du lot	Désignation des lots
1	Dommages aux biens et risques annexes
2	Responsabilité civile exploitation et professionnelle

3	Responsabilité des mandataires sociaux et des dirigeants
4	Transport de marchandises et de biens
5	Auto-mission
6	Assurance du risque cyber
7	Annulation d'évènements
8	Responsabilité financière des gestionnaires publics

2.1.2 Prestations attendues

Le lot n° 1 porte sur un contrat de dommages aux biens, qui a pour objet de garantir les dommages matériels fortuits causés directement aux biens assurés et résultant d'un événement garanti, ainsi que les frais et pertes et les conséquences pécuniaires des responsabilités encourues par le Souscripteur dans les limites des montants définis.

Le lot n° 2 porte sur un contrat de responsabilité civile exploitation et professionnelle, qui a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité du Souscripteur que celui-ci peut encourir en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

La garantie est acquise du fait :

- du fait des personnes au service de l'Assuré ;
- du fait des biens dont le Souscripteur a la propriété, la garde ou l'usage, et notamment tous les véhicules ou engins pour les dommages ne relevant pas de l'obligation d'assurance automobile ;
- du fait de toutes les activités et compétences du Souscripteur et de tous services, y compris les services annexes, les activités de conseils, les services de formation, la gestion des volontaires internationaux.

Le lot n°3 porte sur un contrat de responsabilité des dirigeants, qui a pour objet de garantir l'Assuré bénéficiaire de la garantie contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber, par suite d'infraction aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, de violation des statuts du Souscripteur dont l'Assuré bénéficiaire de la garantie est dirigeant, ou de faute commise par l'Assuré bénéficiaire de la garantie dans sa gestion.

Les garanties sont également acquises en cas de réclamation faite conjointement à l'encontre du Souscripteur et des Assurés bénéficiaires de la garantie.

La garantie est étendue aux « risques employeur » y compris la gestion des volontaires internationaux.

Le lot n° 4 porte sur un contrat d'assurance de marchandises et matériels transportés, en France et à l'étranger, et concerne tout bien expédié par Business France et principalement les équipements informatiques ou matériels destinés à l'organisation de colloques, conférences, salons et à destination des collaborateurs de Business France à travers le monde.

Le lot n° 5 porte sur un contrat auto-mission qui a pour objet la garantie des risques mentionnés lors de l'utilisation, par les représentants légaux du Souscripteur et/ou ses préposés ainsi que les membres du Conseil d'Administration, de leurs véhicules personnels dans l'exercice de leur mandat ou de leurs fonctions ou pour les besoins du service.

Le lot n° 6 porte sur un contrat d'assurance du risque cyber, qui a pour objet de garantir au Souscripteur l'indemnisation des pertes pécuniaires qu'il pourrait subir à la suite d'un acte de malveillance informatique commis dans l'intention de nuire en utilisant le système d'information ou le réseau du Souscripteur, ainsi que les conséquences de la responsabilité qu'il pourrait encourir soit à la suite d'un tel acte de malveillance soit à la suite d'une erreur ou d'une faute commise par ses agents et/ou ses représentants légaux.

Le lot n° 7 porte sur un contrat annulation d'évènements qui a pour objet de garantir à Business France dans le monde entier le remboursement des frais restant à sa charge lorsque la manifestation qu'il organise ou à laquelle il doit participer est annulée en totalité ou partiellement, ajournée ou écourtée du fait d'un évènement garanti notamment en cas d'intempéries / catastrophes naturelles, attentats ou menaces d'attentats ou d'actes de terrorisme, indisponibilité des locaux ou du site, indisponibilités du matériel, retraits des autorisations, impossibilité d'accès, carence d'énergie, deuil national.

Le lot n° 8 porte sur la responsabilité financière des gestionnaires publics qui a pour objet de garantir la responsabilité financières résultant des actes de gestion de comptables publics, régisseurs et ordonnateurs en particulier en cas de procédure devant la Cour des Comptes. Les garanties sont acquises dès que les faits sont déférés au ministère public près de la Cour des Comptes et portent sur : responsabilité civile professionnelle, défense civile responsabilité civile, pertes pécuniaires, assistance psychologique, protection juridique.

Article 2.2 Durée – effets de l'Accord-cadre

Comme précisé par le CCAP, l'Accord-cadre prend effet le 1^{er} janvier 2026, pour une durée initiale d'un (1) an.

Le délai de mise en place est incompressible et le Titulaire s'engage à débiter l'exécution des prestations au 1^{er} janvier 2026.

L'Accord-cadre est reconduit par tacite reconduction, sauf dénonciation notifiée trois (3) mois avant l'échéance contractuelle pour Business France et six (6) mois avant l'échéance contractuelle pour le Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation de l'Accord-cadre n'a pas à être motivée.

La reconduction a pour effet de prolonger la durée de l'Accord-cadre d'une (1) année supplémentaire.

Le nombre de reconduction tacite est limité à trois (3) fois, de sorte que l'Accord-cadre prendra fin de plein droit le 31 décembre 2029 au plus tard et sans autre formalité.

Les bons de commandes ne peuvent être émis que pendant la durée de l'accord-cadre. Toutefois, leur exécution pourra, dans certains cas, être poursuivie au-delà de la période de validité de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article R.2162-5 du code de la Commande publique. Ce dépassement devra rester raisonnable afin de ne pas prolonger abusivement le contrat et être conforme aux délais habituels de mise en œuvre par la profession concernée pour la réalisation de la prestation.

Les bons de commande émis avant la date d'échéance de la durée de l'accord-cadre demeurent exécutables, dans les conditions prévues par les pièces contractuelles, les clauses de l'accord-cadre demeurant en vigueur pour les seuls besoins de l'exécution de ces bons de commande.

ARTICLE 3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES

Le lot 1 concerne la garantie des dommages, frais et pertes pouvant affecter les biens, matériels et installations dont dispose l'Assuré à quelque titre que ce soit.

Les bâtiments et matériels sont indemnisés en valeur à neuf.

Pour les équipements et installations, la garantie est acquise en valeur à neuf ou à l'identique ou à capacité équivalente, au choix du Souscripteur.

Article 3.1 Définitions contractuelles

Assuré

Business France agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et, d'une manière générale, partout où il aura intérêt à agir dans le cadre de ses activités autorisées.

Activité

Toutes activités directement ou indirectement exercées par Business France, y compris les activités

annexes exercées à titre subsidiaire, dès lors qu'elles figurent à son budget.

Seront également automatiquement garanties les activités de nature industrielle et commerciale, en cours au jour de la prise d'effet du marché, et susceptibles d'être exercées par « Business France » en cours d'exécution dudit marché.

Les candidats sont invités à se reporter à l'annexe 3 du RC Candidature et consulter le site de « Business France » à l'adresse suivante : <http://www.businessfrance.fr/> et solliciter toute information complémentaire dans les conditions prévues par l'article 7.3 du RC Candidature.

Situation des risques

Les bâtiments et locaux dont l'état figure au présent cahier des clauses techniques particulières et mise à jour annuellement, au plus tard 3 mois après l'échéance principale, ainsi qu'en tous lieux où se trouvent les biens de « Business France », sur le territoire national.

Sites	Surface
Site de Paris Propriétaire 77 Boulevard St Jacques 75014 PARIS	20 860 M ²
Site de Marseille Locataire Espace Gaymard, 2 Pl. d'Arvieux, 13002 Marseille	1 892,17 M ²
Sites extérieurs France (locataire ou autre convention notamment avec le réseau des CCI et dans les locaux de la BPI)	880,82 M ²
TOTAL	23 632,99 M ²

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10 % des surfaces déclarées.

Occupation des bâtiments

« Business France » exploite des bâtiments assurés selon des régimes juridiques d'occupation différents :

- En qualité d'occupant à quelque titre que ce soit, permanent ou temporaire et notamment les locations temporaires dans le cadre de conférences, colloques, séminaires, formations.
- En qualité de preneur, titulaire d'un bail, avec ou sans renonciation à recours contre le bailleur.
- En qualité de bailleur de locaux à usage d'habitation, tertiaire ou industriel.
- Dans le cadre de mise à disposition de locaux dont il est propriétaire ou détenteur.
- En qualité d'affectataire de bâtiments mis à disposition par l'Etat, la Ville, la Région.

Selon les stipulations du bail ou de la convention d'occupation, « Business France » pourra :

- Assurer les bâtiments pour le compte du propriétaire,
- Être soumis aux règles de la responsabilité locative ou en être relevé dans le cadre d'une renonciation à recours.

- Renoncer à recours contre ses preneurs ou conserver son droit à recours dans le cadre du droit commun,
- Avoir renoncé à recours à l'encontre du propriétaire et/ou des occupants en général.

Les assureurs consentent à accepter, sans exceptions ni réserves, le régime d'occupation des immeubles notamment en cas de sinistres.

Biens immobiliers

- Tous bâtiments existants ou en cours de construction ou de travaux, clos ou non, les aménagements y compris les pompes à chaleur et embellissements, leurs annexes et dépendances, les volets, persiennes, ciels vitrés et chenaux, les murs d'enceinte et de soutènement et leurs clôtures mobiles ou non végétales y compris portes, portails et grilles d'accès, ainsi que toutes installations générales et techniques de toutes natures, fixes ou mobiles, les bornes de recharge pour véhicules électriques.
- Les VRD (Voiries et Réseaux Divers) et voies d'accès privatives.
- Les ouvrages de génie civil.
- Les installations générales et techniques de toute nature, fixes ou mobiles, y compris panneaux photovoltaïques, les systèmes de sécurité et de détection d'incendie ou d'intrusion, immobiliers par destination. A noter que l'immeuble située 77 Boulevard St Jacques dispose en toiture de l'installation d'une antenne de réseaux Telecom / 5G.
- Seront également garantis les équipements, réseaux et installations en général, fluides, énergies.
- Les infrastructures urbaines (ex. panneaux d'affichage, équipements d'éclairage...).
- Les locaux provisoires ou de chantiers, les structures légères (ex. Algeco, tentes...).
- Les bungalows de stockage ou autres usages.

Les bâtiments peuvent être construits et couverts en matériaux de toute nature.

Les biens immobiliers sont couverts en valeur à neuf, quel que soit le régime juridique d'occupation (mise à disposition, risques locatifs, occupations temporaires, etc.), y compris lorsqu'un recours est susceptible d'être exercé contre l'assuré et/ou son assureur ou que le contrat intervient pour le compte du propriétaire dans le cadre d'une clause d'assurance pour compte.

Les immeubles pourront être reconstruits sans limite de durée.

Contenus et biens meubles

- Aménagements immobiliers ou mobiliers, installations techniques, électriques, mécaniques ou hydrauliques de toutes natures, matériels techniques, informatiques et péri-informatiques, autocommutateurs, et, d'une manière générale, tous les systèmes de communication, de sécurité et de prévention, les installations générales et techniques de toute nature, sans exception ni réserve.
- L'ensemble des équipements audiovisuels et de régie.

- Les installations, les embellissements et agencements meubles ou immeubles par destination.
- Les mobiliers, objets (et y compris les animaux domestiques), matériels et marchandises à tous états, confiés à « Business France » ou propriété de ses préposés, agents, stagiaires, tiers, toute personne se trouvant dans les locaux sans exception ni réserve.
- Les bornes informatiques et de toute nature, telles que les bornes wifi, et celles mises à disposition par les organismes bancaires, mutuelles ou de sécurité sociale.
- Les archives de toutes natures, les titres et valeurs comptables, films, clichés, plans et modèles, programmes, sauvegardes informatiques et supports d'informations de toute nature.
- Les œuvres d'art exposées ou stockées dans les locaux de Business France, propriété de l'Etablissement ou confiés dans le cadre d'exposition temporaires, dans la limite de 100.000 €.
- Les véhicules des tiers et préposés se trouvant dans l'enceinte de l'établissement lorsque la responsabilité de l'établissement sera engagée.
- les matériels et équipements non soumis à obligation d'assurances comme les matériels utilisés par les services techniques, les vélos (y compris vélos à assistance électrique) etc...

D'une manière générale, l'assuré déclare agir tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra, notamment dans le cadre d'une communauté d'intérêt ou pour l'exécution d'une mission de service public.

La garantie s'exerce tant à l'intérieur des bâtiments, dépendances et locaux annexes, qu'à l'extérieur.

La garantie s'exerce également pour les biens stockés ou utilisés dans les mêmes conditions en dehors des locaux assurés, à l'occasion de prêts, dans le cadre du télétravail pour les équipements au domicile des collaborateurs, séminaires, conférences, formations ou stockages, tout évènement dans le cadre des activités professionnelles.

Dommages immatériels

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou la perte d'un bénéfice.

Domage immatériel consécutif : tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice consécutif à un dommage corporel ou matériel garanti au contrat.

Domage immatériel non consécutif : tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu ou de la perte d'un bénéfice, non consécutif à un dommage corporel ou matériel ou consécutif à un dommage corporel ou matériel non garanti au contrat ou survenant en l'absence de tout dommage corporel ou matériel.

Dommages matériels

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et pertes d'exploitation

Dépenses engagées par « Business France » à la suite d'un sinistre garanti pour couvrir les frais d'exploitation nécessaires à la continuité de ses activités et rendus indispensables par l'arrêt de fournitures de toute nature, habituellement produites par ses services, du fait d'un sinistre garanti ou fournies par des prestataires extérieurs dans les mêmes conditions.

Seront également garanties les pertes de recettes des activités industrielles et commerciales développées et exploitées par des services et des personnels de « Business France », dès lors que ces recettes sont inscrites en produits aux budgets de l'établissement. Sont notamment concernées les recettes.

On entend notamment par frais supplémentaires, et sans que cette énumération soit exhaustive :

- Le coût engagé pour la location et l'installation de locaux provisoires et toutes installations permettant leur exploitation pour un service de nature et de rendement identique,
- Les frais d'installation provisoire des systèmes de communication et informatiques de toute nature,
- Les frais d'entretien des locaux provisoires,
- Les frais de publicité et d'information aux usagers,
- Les frais de personnels supplémentaires et les heures supplémentaires,
- Les frais de transports,
- Les frais supplémentaires de stockage de produits,
- Les frais supplémentaires de consommation d'énergie, fluides et autres fournitures rendus nécessaires par la poursuite de l'exploitation.

Cette extension s'exercera toujours indépendamment des garanties pertes indirectes et pertes d'exploitation.

Frais consécutifs à un sinistre et préjudices annexes

Ce sont les frais directs et indirects engagés pour la reconstruction, la reconstitution ou le remplacement du bien immobilier ou mobilier endommagé en général ou détruit par un événement garanti, et notamment, sans pour autant que la présente énumération soit exhaustive :

- Honoraires d'experts : le remboursement des honoraires de l'expert choisi librement par l'assuré. La garantie sera acquise quel que soit l'évènement dès lors qu'il est couvert par le contrat, y compris dans le cadre d'un événement naturel ou d'un attentat à concurrence du barème UPEMEIC.
- Frais de déblais et de démolition : frais de démolition, d'enlèvement et de destruction des décombres imposés par la remise en état ou le remplacement des biens endommagés, à concurrence des frais réellement engagés.
- Sont également couverts les frais imposés par une décision administrative ou judiciaire pour faire cesser un péril, détruire ou neutraliser une substance toxique (sont ici visés les

matériaux contaminés par des dégagements gazeux de type PCB ou d'autres substances, après incendie, mais aussi les déchets et gravats contaminés par l'amiante, y compris les frais de transport éventuels jusqu'aux lieux désignés par les pouvoirs publics pour l'accomplissement de ce traitement ou pour les frais de mise en décharge etc. Les déchets à risques peuvent entrer dans le cadre de cette garantie s'ils doivent être évacués avec des gravats après un sinistre).

- Frais de gardiennage et de clôture provisoire : les frais engagés par l'assuré pour la protection des biens et des personnes pendant la durée nécessaire à la mise en sécurité des périmètres sinistrés.
- Prime Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier : prime d'assurance souscrite par le maître d'ouvrage en cas de reconstruction ou de réparation d'un ouvrage détruit par un événement garanti.
- Frais de remise en conformité : frais engagés pour la mise en conformité des bâtiments sinistrés avec la réglementation en vigueur à concurrence des frais engagés.
- Pertes de loyers et/ou de privation de jouissance : le montant des loyers dont le propriétaire peut se trouver privé à la suite de la destruction d'un immeuble pendant la durée de sa remise en état. La privation de jouissance est représentée par la valeur locative des locaux occupés par le propriétaire en cas d'impossibilité pour lui de les occuper pendant la remise en état, et sous réserve d'engagement de frais exceptionnels pour maintenir les activités dans des locaux temporaires.
- Perte d'usage (en tant que propriétaire) : préjudice correspondant, à la perte de valeur locative résultant de l'impossibilité d'utiliser temporairement tout ou partie des locaux dont vous avez la jouissance ;
- Frais financiers : les pénalités de résiliation d'un contrat de financement d'un bien à la suite de sa destruction totale.
- Pertes financières : le remboursement des dépenses d'équipements immeubles par destination réalisées par l'assuré dans des locaux loués qui deviendraient propriété du bailleur du fait de la résiliation du bail après destruction des locaux.
- Frais d'ingénierie : les honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, engagés par l'Assuré ou à sa demande, pour la réparation, la conception et/ou la reconstruction de biens sinistrés par suite d'événements garantis.
- Intérêts d'emprunts : est couvert le remboursement du montant des intérêts d'emprunts dont l'assuré pourrait être redevable à la suite d'un sinistre garanti.
- Reconstitution d'archives, supports d'information, modèles, bandes, films : sont couverts les frais de reconstitution et/ou de remplacement de tous documents porteurs d'informations techniques, commerciales, comptables et administratives, se trouvant dans les risques assurés et chez tous tiers détenteurs.

On entend notamment par documents porteurs d'informations techniques, commerciales, comptables et administratives, et sans que cette énumération soit exhaustive :

- Modèles, gabarits, moules, dessins, fichiers, clichés, programmes et tous supports informatiques, microfilms et archives,
- Tous outillages spéciaux, tous documents destinés à l'élaboration ou la reproduction d'autres biens.

Sont désignés par « coût de reconstitution » :

- Le coût de la reconstitution ou de remplacement des supports matériels,
- Les frais de reconstitution (conception, étude, etc.) de l'information,
- Les frais de report de l'information ainsi reconstituée sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

Cette dénomination n'est pas exhaustive. La police ne pourra énumérer limitativement les frais et pertes après sinistres, tant matériels qu'immatériels.

- Frais de déplacement, de remplacement, d'entrepôt et de garde meuble : est couvert le remboursement des frais de déplacement, de remplacement et d'entrepôt des biens de l'Assuré ou de tiers si ces opérations sont nécessaires pour effectuer les réparations du sinistre garanti ou pour éviter la propagation possible d'un sinistre voisin.
- Frais de dépose et de repose, installation, transport : frais engagés pour la dépose, la repose, l'installation et le transport d'objets sinistrés.
- Frais de lutte contre le sinistre et de sauvetage : frais engagés par l'Assuré ou par des tiers quelconques pour combattre par tous les moyens un sinistre garanti et pour mettre en place le sauvetage et la conservation des biens assurés.
- les frais occasionnés par les mesures de sauvetage, de déplacement ou de destruction utilement prises pour arrêter les progrès du sinistre (ou de celui survenu dans les biens d'un tiers), y compris les frais de remplacement ou de recharge des extincteurs utilisés ou détériorés au cours du sinistre.
- Les frais de réinstallation rendus indispensables à la suite d'un sinistre, c'est-à-dire le loyer ou l'indemnité d'occupation exposé par vous pour vous réinstaller temporairement dans des conditions identiques.
- La valeur locative des locaux que vous occupiez antérieurement au sinistre si vous êtes propriétaire, ou le loyer ou l'indemnité d'occupation si vous êtes locataire ou occupant, viendra en déduction de l'indemnité due au titre de cette garantie.
- Frais de retirement de l'eau : frais de déblaiement, de retirement de l'eau et de séchage, par suite de la chute ou au séjour d'un bien assuré, consécutif à un sinistre.
- Frais de recherche de fuite, de dégèlement, de dégorgement, de pompage : frais de recherche de fuite et/ou d'infiltration, de dégèlement, de dégorgement et de pompage, consécutif à un sinistre garanti.
- Mesures conservatoires : frais exposés par suite de mesures conservatoires imposées par décision administrative.
- Autorités civiles ou militaires : sont couverts les dommages matériels directs causés aux biens assurés et/ou à ceux des tiers par les actes de destruction ordonnés, par une autorité civile ou militaire, pour éviter la propagation d'un sinistre.

Pertes indirectes et valeur à neuf

- Pertes indirectes : Paiement d'une indemnité forfaitaire au moins égale à 10% du dommage direct, y compris valeur à neuf.
- Valeur à neuf : l'ensemble des biens est couvert en valeur à neuf, sous réserve de reconstitution et de production des justificatifs.

En cas de non-reconstruction ou non remplacement des biens sinistrés, l'assuré sera indemnisé en vétusté déduite majorée forfaitairement de 10 % minimum au titre des pertes indirectes.

Recours des voisins et des tiers

Les recours résultant notamment de l'application des dispositions des articles 1382 à 1384, 1386 et suivant du Code Civil, pour tous dommages causés à des tiers par les biens appartenant à l'Assuré et/ou dont il a la garde.

L'indemnisation des tiers s'étend à l'ensemble des dommages matériels et immatériels susceptibles d'entrer dans l'assiette du recours exercé à l'encontre de l'assuré.

Cette garantie s'applique également :

- Pour tous les dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux biens des locataires, occupants, colocataires, cooccupants et/ou tiers, par suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien.
- Pour les cas où la responsabilité de l'Assuré serait engagée en vertu de convention passées avec les Collectivités publiques, les Etablissements et Organismes publics ou semi-publics ainsi qu'avec les Sociétés privées.
- Pour tous dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux tiers atteints par le sinistre, que celui-ci ait pris naissance dans les biens assurés ou non.

Risques locatifs et risques locatifs supplémentaires

La responsabilité et les conséquences pécuniaires de l'Assuré en qualité de locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, à l'égard du propriétaire des locaux, en vertu des articles 1732 à 1735 et éventuellement 1302 du Code civil, du fait de dommages matériels causés aux bâtiments ainsi qu'aux biens mobiliers des colocataires et constituant un trouble de jouissance dont le propriétaire est garant envers ces derniers, selon l'article 1719 du Code civil.

L'Assuré est également garanti en cas d'insuffisance de la garantie des risques locatifs au titre des risques locatifs supplémentaires.

Il est entendu que cette garantie sera accordée sur tous les bâtiments pour lesquels une renonciation à recours réciproque n'aura pas été constatée par une convention de mise à disposition ou un contrat de bail.

Renonciation à recours

Sur décision simple et non motivée de l'Assuré, les assureurs renonceront à recours contre les auteurs responsables d'un sinistre garanti et en tant que besoin contre leurs assureurs, dès lors qu'existera une opposition ou un conflit d'intérêt entre l'auteur des dommages et l'Assuré.

Dans le cadre du présent accord cadre, « Business France » renonce à recours contre le bailleur des locaux de Marseille et leurs assureurs et réciproquement, le bailleur renonce à recours contre le bailleur et ses assureurs.

Cette renonciation à recours d'ordre général ne vaut pas renoncement de la part de l'Assuré à indemnisation. Il s'agit d'une renonciation à recours sauf assurance.

Défense et recours

L'assureur s'engage à assurer la défense de l'assuré contre les recours intentés par les voisins, tiers, occupants, sans limitation de plafond.

De même, l'assureur s'engage à exercer tout recours contre un tiers responsable d'un dommage causé à un bien mobilier, même non assuré en dommage.

Dans cette hypothèse, l'assureur supporte tous les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoué, d'avocat, d'exécution du jugement ou toute autre dépense liée à la mise en œuvre des procédures.

L'assureur s'oblige à tenir sincèrement et régulièrement informé l'assuré du suivi de la procédure.

Déclaration des investissements réalisés en cours d'exercice

Les biens meubles et immeubles dont l'assuré deviendrait propriétaire, locataire ou utilisateur à quelque titre que ce soit, y compris avant réception, seront couverts automatiquement et sans déclaration préalable dans la limite d'une clause dite d'investissements dont le montant est défini au tableau de garantie

L'assuré fournira, au minimum 3 mois après l'échéance principale, un état de régularisation indiquant la valeur, la date de couverture, la situation et la destination des biens couverts pendant l'exercice.

Les assureurs devront indiquer les biens et les activités qu'ils souhaitent contractuellement soumettre à déclaration préalable, seuls opposables à l'assuré pendant la durée de validité des contrats.

Dérogation à la règle proportionnelle

Les assureurs dérogent totalement à l'application de règles proportionnelles de primes et de capitaux, sauf mauvaise foi ou manœuvre dolosive prouvée par l'assureur, de la part de l'assuré.

En contrepartie, l'assuré s'engage à régulariser la prime qui aurait été due si l'assureur avait eu connaissance des risques survenus après la souscription du contrat.

Clause de connaissance des risques

L'Assuré laisse à l'assureur le libre accès à ses installations et documents en relation avec l'assurance des biens assurés.

En conséquence, il accepte tels qu'ils se présentent, en renonçant à se prévaloir de toute déclaration du Souscripteur, de toute erreur ou omission, tant en ce qui concerne l'exploitation que la construction des bâtiments, la disposition des lieux, les voisinages ou contiguïtés.

Le Souscripteur, autorisant le Titulaire à exercer à tout moment leur contrôle sur la situation matérielle des risques, a la possibilité d'y apporter toutes modifications, adjonctions et extensions sans avoir à les aviser même si ces modifications, adjonctions ou extensions constituent des aggravations dudit risque.

Il est bien entendu que tous les états communiqués au Titulaire ne sont donnés qu'à titre indicatif. Ceux-ci renoncent à se prévaloir du fait qu'ils seraient incomplets ou inexacts.

En conséquence, l'assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques à assurer et renonce à se prévaloir de toute erreur ou omission.

Indemnisation

Les indemnisations s'effectuent TVA comprise ou selon le régime fiscal des biens sinistrés.

Les assureurs s'engagent à libérer des provisions à mesure de la production des états de pertes arrêtés contradictoirement avec les experts des parties, au plus tard dans le mois qui suit la réception de ces états par les assureurs.

Article 3.2 Evènements assurés et garanties

Incendie

Tous dommages provoqués par une combustion vive ou lente se produisant hors d'un foyer normal.

Explosion / implosion / foudre

Les dommages provoqués par la chute de la foudre, l'électricité, l'implosion ou l'explosion du bien assuré.

Sont également couverts les dommages provoqués par projection, effet de souffle, rayonnement, convection et conduction thermique aux biens avoisinants.

Fumées / émanation / contamination

Les dommages causés par les fumées et les émanations accidentelles de toutes natures.

Sont garantis les frais de décontamination, notamment provoqués par une corrosion et dépôt de fumées provenant de combustion ou de réactions chimiques.

Chutes d'objet ou de véhicules aériens

Sont garantis les dommages causés aux biens assurés par la chute d'objets identifiés ou non, notamment : Appareils de navigation aérienne et spatiale, objets et matières volantes de toute nature.

Choc de véhicules terrestres

Les dommages causés aux biens assurés par :

- Les chocs de véhicules terrestres identifiés ou non.
- La projection ou la chute accidentelle de tous produits ou matières transportés par les dits véhicules.

Dommages électriques

Les dommages causés aux parties électriques et électroniques du matériel sans exception, y compris les canalisations électriques enterrées, encastrées ou aériennes, et les dispositifs contre la foudre, causés par :

- Un incendie ou une explosion ayant pris naissance à l'intérieur de ces ensembles.
- Les dommages d'ordre électrique, y compris l'électricité d'origine atmosphérique.
- Les effets électrochimiques provoquant des corrosions, des installations de mise à la terre.

Les assureurs souhaitant exclure certains matériels en fonction de leur puissance et/ou valeur devront expressément le mentionner dans leurs exclusions.

L'indemnisation des dommages s'effectuera en valeur à neuf.

Tempête / ouragans / grêle / poids de la neige

Sont garanties les actions sur les biens assurés causés par :

- Le vent, le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent.
- L'action de la grêle.
- Le poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures.

Ces garanties s'étendent aux dommages causés par la pluie, la neige, la glace ou la grêle, à l'intérieur des bâtiments assurés, à condition que ces dommages aient pris naissance dans les 48 heures suivant la destruction du bien, sauf force majeure.

L'indemnisation s'effectuera en valeur à neuf.

Catastrophes naturelles

Les garanties sont accordées aux conditions de la loi n° 82-600 du 13/07/1982, des décrets n° 82-705 et 82-706 du 10/08/82 et de tous les autres textes pouvant être pris pour son application.

Émeutes / mouvements populaires / actes de terrorisme / attentats (loi du 06/09/1986)

Sont garantis les dommages causés par des personnes ou groupes de personnes dans le cadre d'actions concertées ou non, ainsi que les dommages provoqués par les autorités dans le cadre des

opérations de maintien de l'ordre.

Sont exclus les dommages de guerre civile ou étrangère.

L'indemnisation s'effectuera en valeur à neuf.

Dégâts causés par les eaux et les fluides d'installations techniques

Sont garantis

- Les dommages matériels occasionnés par des fuites, ruptures, débordements de liquides (y compris consécutifs au gel des locaux normalement chauffés) et provenant :
 - De conduites enterrées ou non, y compris en cas de rupture, refoulement ou débordement des égouts,
 - De tous appareils à effets d'eau, cuves, conteneurs à effet de stockage de liquide,
 - Des appareils à vapeurs et canalisations de fluides,
 - De la rupture ou engorgement des chenaux et conduites d'évacuation,
 - D'infiltration et pénétration par les toitures, terrasses, balcons, ciels vitrés, gaines d'aération, - De ruissellement des eaux, y compris d'origine naturelle lorsqu'il ne fait pas l'objet d'un arrêté de catastrophes naturelles.
- Les frais engagés pour les recherches de fuites ainsi qu'aux dégradations consécutives à ces travaux.
- Les frais de nettoyage, séchage et décontamination.
- Les frais de recherche de fuite des canalisations.

Bris de glace

Sont garantis, quelle qu'en soit la cause, les dommages aux glaces, vitres, miroirs, enseignes fixes placés à l'intérieur et à l'extérieur des locaux assurés, fabriqués en produits verriers et plastiques de toutes natures, les dommages aux inscriptions peintes ou appliquées sur les glaces et les dommages aux marbres de façade.

Sont également garantis les frais de déplacement, de remplacement, de transport ainsi que les frais de gardiennage mis en œuvre avant et pendant les réparations.

Vol, détériorations immobilières

Sont garantis les dommages résultant d'un vol, d'une disparition, d'une destruction, de vandalisme et de détériorations mobilières et immobilières, y compris vols de biens, matériels informatiques portables, y compris hors des bâtiments assurés et notamment en cas de transport par un salarié, au domicile d'un salarié, séminaires, réunions à l'extérieur des locaux assurés, salons et expositions y compris les systèmes de protection et d'alarme de toute nature, résultant notamment des événements suivants :

- Pour le vol :
 - Avec et sans effraction, escalade ou usage de fausses clefs.
 - Introduction clandestine.
 - Meurtres, violences, menaces, dol ou manœuvre frauduleuse sur les personnes.
 - Consécutif à un incendie, une explosion ou un événement exceptionnel ayant permis la réalisation d'un fait délictueux.

Sont exclus les disparitions découvertes à l'occasion d'inventaires et les vols sans effraction.

Le vol de fonds sera accordé pendant les transports et dans les locaux s'ils sont enfermés dans un coffre ou un meuble fermé à clefs.

Sera également couvert le vol sur la personne ou/et au domicile des détenteurs de fonds ou au cours de déplacements nécessaires à l'encaissement, au retrait ou au dépôt de fonds, ainsi que le détournement, y compris par les préposés.

Sont aussi garanties les pertes résultant d'un événement de force majeure du fait du porteur de fonds ou du fait d'un tiers.

Pour le vandalisme :

Le vandalisme s'entend de la destruction totale ou partielle, ou de l'altération d'un bien mobilier ou immobilier que l'assuré détient à quelque titre que ce soit.

Il peut avoir lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux assurés et doit être couvert sans restriction quant aux circonstances de sa survenance.

Sont également garantis les matériels et marchandises appartenant à l'assuré lorsqu'ils se trouvent hors des lieux de l'assurance et déposés dans les mêmes conditions.

Dans les mêmes conditions, seront garanties les conséquences des pertes ou vols de clés, passes et autres supports de type magnétique justifiant le remplacement de tous moyens de fermeture.

Dérèglement accidentel des installations de protection contre l'incendie

Les installations de protection contre l'incendie concernent notamment les réservoirs, conduites principales d'eau, tuyauteries, robinets d'incendie ou vanne, et tout autre matériel employé à la protection contre l'incendie.

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par :

- Toute matière déchargée par toute partie des installations de protection contre l'incendie,

- L'effondrement, la rupture ou la chute de tout ou partie des installations de protection contre l'incendie,
- Le gel,
- Les moyens engagés pour rechercher l'origine de l'écoulement de l'installation de protection contre l'incendie.

Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et pertes d'exploitation

La garantie des frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes est accordée après chacun des événements couverts dans le contrat de dommages aux biens, y compris le vol.

La présente garantie sera étendue aux conséquences :

- D'une fermeture administrative de services,
- De l'impossibilité d'accès aux installations de l'assuré,
- D'une carence de fournisseurs.

Les frais généraux permanents et frais supplémentaires d'exploitation sont représentés par toutes dépenses supplémentaires engagées par « Business France » en vue de maintenir ou de poursuivre ses activités et de réduire les pertes d'exploitation consécutives.

La garantie acquise pendant une période 24 mois, à compter de la réalisation du fait générateur, dans la limite des capitaux définis aux conditions particulières – sans franchise.

Franchissement du mur du son

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par les ondes de choc dues au franchissement du mur du son.

Tous risques informatiques et autocommutateur

Les garanties sont étendues à l'ensemble des matériels informatiques y compris matériels portables et équipements de communication sur la base d'un premier risque dont les montants sont définis dans le tableau de garantie

Sont notamment couverts les événements suivants :

- Tous dommages matériels résultant d'un bris interne, surtension électrique et atmosphérique, bris d'origine externe, erreur de manipulation.
- Les matériels lorsqu'ils sont en cours de transport, par tous les moyens, ainsi qu'au cours des opérations de démontage, remontage, chargement, déchargement et manutention.
- Frais supplémentaires d'exploitation : frais de toutes natures nécessaires à la poursuite de l'exploitation par suite d'un sinistre survenu sur un matériel garanti et imputable à celui-ci, y

compris les équipements périphériques nécessaires à leur fonctionnement.

Sont notamment garantis les frais de personnel, les frais de transport, de documentation, de location de matériel, de configuration de système et d'adaptation de logiciel, y compris sur des matériels provisoires.

La période d'indemnisation est étendue à 3 mois.

- Reconstitution des médias : frais engagés pour reconstituer les informations détruites sur des supports informatiques de toute nature.

Bris de machine

- Tous dommages matériels Y compris matériels informatiques, bureautiques et ascenseurs résultant d'un bris d'origine interne ou externe, surtension électrique et atmosphérique, erreur de manipulation (ex : erreur de branchement ou de tension provoquant une surtension électrique).

- Frais supplémentaires d'exploitation : frais de toutes natures nécessaires à la poursuite de l'exploitation par suite d'un sinistre, notamment informatique, survenu sur un matériel garanti et imputable à celui-ci, y compris les équipements périphériques nécessaires à leur fonctionnement.

Sont notamment garantis les frais de personnel, les frais de transport, de documentation, de location de matériel, de configuration de système et d'adaptation de logiciel, y compris sur des matériels provisoires.

La période d'indemnisation est étendue à 3 mois, au-delà des charges normales d'exploitation.

- Reconstitution des médias : frais engagés pour reconstituer les informations détruites sur des supports informatiques de toute nature.

Frais divers

- Honoraires d'experts : la garantie est acquise pour tout événement couvert par le contrat, y compris après un arrêté de catastrophe naturelle ou un attentat.
- Quel que soit le type de sinistre et le montant estimé des dommages, le Souscripteur se réserve la possibilité de faire appel à un expert d'Assuré choisi par ses soins. Les honoraires de l'expert d'Assuré sont pris en charge par le Titulaire et s'ajoutent au montant de l'indemnisation du sinistre.
- L'ensemble des frais rendus nécessaires pour le nettoyage, la destruction, l'enlèvement, la décontamination et le déblaiement des biens garantis.
- Les frais supplémentaires de transport imposés par l'urgence, les droits de douane et de taxes non récupérables.
- La garantie « Pertes et frais divers » comprend également les frais engagés à l'occasion de mesures conservatoires et de protection imposées par les autorités administratives ou jugées nécessaires à dire d'expert et consécutifs à un dommage garanti.
- Cette garantie s'étend aux frais de destruction ou de neutralisation des biens assurés,

endommagés par un événement garanti ou rendu obligatoire par la loi et règlements.

Tous risques sauf.

Seront garanties à concurrence de 5.000.000 € les événements non prévus par ailleurs et non expressément exclus.

Recours des voisins, des tiers et des locataires

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir à l'occasion d'un événement survenant du fait des biens couverts par le contrat en qualité de :

- Locataire, occupant à titre gratuit ou onéreux à l'égard du propriétaire, y compris les pertes de loyers et préjudices immatériels subis par lui.
- Propriétaire, utilisateur ou gardien d'un bien mobilier mis à sa disposition et se trouvant dans l'enceinte des bâtiments assurés.
- Propriétaire à l'égard des locataires et occupants des bâtiments assurés, y compris les frais de déplacement, de relogement et troubles de jouissance pouvant relever de sa responsabilité.

Sont également garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité à l'égard des voisins et des tiers pour les dommages matériels et immatériels résultant d'un événement couvert par le contrat.

Article 3.3 Montant des garanties et des franchises

Les garanties sont accordées à concurrence d'une limitation contractuelle d'indemnité de 80.000.000 €, confondue sur bâtiments, contenus et garanties annexes, y compris recours des voisins et des tiers limités pour les événements suivants :

Garanties	Montant
Dommages électriques	1 000 000 €
Dégâts des eaux	1 000 000 €
Bris de glace	500 000 €
Vol et détériorations immobilières	100 000 €
Tous risques expositions et œuvres d'art	100 000 €
Frais généraux permanents, supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes (Durée d'indemnisation : 24 mois) – sans franchise	15 000 000 €
Frais et pertes divers	10 000 000 €

Tous risques informatiques Frais supplémentaires d'exploitation et reconstitution de données	10 000 000 € 500 000 €
Bris de machine (1er risque)	250 000 €
Tous risques sauf	5 000 000 €
Recours des voisins et des tiers et des locataires	15 000 000 €
Défense et recours	80 000 €

Les garanties sont accordées au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle, par sinistre, c'est-à-dire par événement et par site, sans limitations annuelles.

Elles sont automatiquement reconstituées après la survenance d'un sinistre, sans perception de primes complémentaires.

Les garanties sont sans franchise hors mention contraire et franchises légales pour les catastrophes naturelles.

ARTICLE 4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET PROFESSIONNELLE

Article 4.1 Définitions contractuelles

Assuré

Business France agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et notamment :

- La Personne morale, agissant tant pour son compte que pour le compte de l'association du personnel, le comité technique et toutes entités pouvant s'y substituer.
- Ses représentants légaux et les personnes qu'elle s'est substituée dans la direction générale lorsqu'elles sont dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que toutes personnes dont elle peut être appelée à répondre, et notamment les membres de comités ad hoc pouvant être mis en place.
- Les agents, salariés, candidats à l'embauche, stagiaires, travailleurs temporaires, employés non rémunérés, aides bénévoles et les élèves, étudiants et apprentis des établissements et services de formation professionnelle, jeunes bénéficiant de dispositifs d'accompagnements.,
- Les différents services, directions, ou exploitations gérés par l'Assuré,
- Les entités et associations gérant les œuvres sociales du personnel

Activités assurées :

L'ensemble des activités décrites dans le présent document et mis en œuvre pour la réalisation des missions de Business France.

Le Souscripteur est garanti contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, quels qu'en soient la nature et/ou le fondement (et notamment civile et administrative), qu'elle peut encourir du fait de ses activités, de ses personnels, des experts partenaires, des locaux ou installations dont elle a la propriété, la garde, l'usage ou l'entretien, dans tous les cas où elle pourrait être recherchée et notamment sur la base de tous droits français et étrangers et devant toutes juridictions, françaises ou étrangères, ou de contrats, conventions nationales et internationales, ou de textes législatifs et réglementaires, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers,

La garantie sera également accordée pour toutes erreurs de faits ou de droit, fausses interprétations de textes, omissions, inexactitudes, négligences, inobservations de formalités ou de délais, pertes, vols ou destruction de documents confiés,

La garantie est étendue à la Responsabilité Civile du Souscripteur du fait de la gestion et de l'exécution des services, des compétences, y compris en cas de faute, d'omission, de maladresses ou d'erreurs, et du fait de l'organisation directe ou indirecte de toutes activités de façon générale et sans qu'il soit besoin de le préciser de toutes personnes, biens ou activités rentrant dans l'exercice normal de sa mission.

Toutes les activités du Souscripteur seront couvertes par cette garantie y compris les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue en raison des dommages aux personnes en consultation et autres tiers par les erreurs, imprudences, négligences et autres fautes professionnelles commises notamment par son personnel de service et les experts partenaires,

La garantie est automatiquement étendue à tous services, ou annexes qui viendraient à être créés après la signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens, toutes activités et manifestation qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus au Souscripteur.

La garantie s'applique à la responsabilité personnelle des agents et experts partenaires du Souscripteur dans l'exercice des missions qui leurs sont confiées,

Seront également garanties les conséquences pécuniaires pouvant résulter de l'engagement de l'assuré en tant qu'organisateur ou participant à des manifestations diverses, expositions, voyages d'études, colloques, formations, séminaires de toute nature.

Bénéficiaires

L'assurance est souscrite à la fois pour le compte des services centraux de Business France et pour le compte de ses différentes composantes présentes dans le Monde Entier.

La présente garantie couvre l'ensemble des risques de responsabilité de Business France dans le cadre de ses activités du fait du mauvais fonctionnement de l'ensemble des moyens et services dont elle serait rendue responsable à l'égard des tiers, cocontractants, préposés, y compris dans le cas d'une faute d'un collaborateur,

Seront également assurés les conséquences pécuniaires de l'engagement de la responsabilité de « Business France » du fait des prestations vendues.

L'ensemble des responsabilités qui découlent des biens meubles ou immeubles qui sont sous la responsabilité de l'Assurée est toujours couvert, même si ces biens ne sont pas garantis au titre des dommages aux biens.

La garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de « Business France » quel qu'en soit le fondement juridique en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers du fait notamment :

- Du Président, des vice-présidents ou des membres des Conseils de Business France pendant l'exercice de leurs fonctions.
- Des membres de Direction, mandataires sociaux ou non.
- Des membres du comité d'entreprise.
- Des collaborateurs, quel que soit leur statut juridique et lorsque existe un lien de subordination entre eux et l'Assurée, placés sous l'autorité de l'Assurée dans l'exercice de leurs fonctions.
- Des chargés de missions.
- De tout collaborateur bénévole prêtant son concours à Business France.
- Des biens immobiliers appartenant ou utilisés par Business France et des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition y afférents, y compris les logements de fonction.
- Des biens mobiliers dont « Business France » ou les personnes dont elle répond ont la propriété, la garde ou l'usage.
- des installations et activités sportives en intérieur et en extérieur.
- Du déroulement des cérémonies, concours et fêtes, colloques et congrès organisés par « Business France » à l'intérieur ou à l'extérieur de ses locaux.
- Du fonctionnement, du non-fonctionnement ou du mauvais fonctionnement de l'ensemble des services de Business France et notamment :
 - Des services administratifs et des services techniques d'entretien des biens mobiliers et immobiliers.
 - Des services informatiques.

Elle couvre notamment :

- La responsabilité civile pour les dommages de pollution accidentelle, quelle que soit leur origine ou leur forme.
- Les dommages subis par les préposés, les collaborateurs bénévoles, les chargés de mission ou toute autre personne placée sous la surveillance, sous l'autorité ou sous la responsabilité de l'Assurée.
- La responsabilité civile besoin du service.
- La responsabilité civile pour les dommages subis par les collaborateurs bénévoles de l'Assurée.
- La garantie de la faute inexcusable et/ou de la faute intentionnelle d'un collaborateur.

Elle s'applique :

- En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un collaborateur et résultant de la faute inexcusable de l'Assurée ou d'une personne qu'elle s'est substituée dans ses pouvoirs de direction, au remboursement des sommes dont elle serait redevable à l'égard des organismes sociaux ou à l'égard de l'agent lui-même :
 - Au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452-2° du code de la sécurité sociale.
 - Au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L. 452-3 du code de la sécurité sociale ou en application des règles de la responsabilité civile ;
- L'assureur s'engage, en outre, à assumer la défense de l'Assurée dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur l'article L. 452-3 du code de la sécurité sociale et dirigée contre elle en vue d'établir sa propre faute inexcusable ou celle de personnes qu'elle s'est substituées dans ses pouvoirs de direction.
- Il s'engage également à assumer la défense de l'Assurée et celle de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'Assurée.
- Aux recours personnels en réparation de son préjudice non réparé en application de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles qu'un préposé ou un salarié de l'Assurée pourraient être fondés, en vertu de l'article L. 452-2 du code de la sécurité sociale à exercer contre celle-ci prise en tant que commettant civilement responsable, en raison des dommages subis dans l'exercice de ses fonctions et causés par la faute intentionnelle d'un autre agent de l'Assurée.

De la même façon sera garantie l'indemnisation complémentaire des préjudices corporels, à laquelle un agent, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, est en droit de prétendre en application de la jurisprudence administrative (CE Ass. Plén. 4 juillet 2003, Moya-Caville)

Tiers

Toute autre personne que l'assuré, porteuse d'une réclamation amiable ou judiciaire susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Seront considérés comme tiers les préposés de l'assuré pour les dommages exclus par les régimes sociaux dont ils dépendent, au titre des accidents du travail.

Dommages corporels

Tous préjudices physiques, intellectuels ou moraux subis par une personne physique.

Les garanties sont étendues aux conséquences de la responsabilité encourue par l'assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés et salariés dans les cas prévus aux Articles L.452.1 (faute inexcusable) et L452.5 (faute intentionnelle) du Code de la sécurité sociale.

Dommages matériels

Tous préjudices consécutifs à la détérioration ou la destruction matérielle d'un bien pouvant être subie par une personne physique ou morale.

Dommages immatériels

Tout préjudice pécuniaire pouvant résulter de la privation de jouissance d'un droit ou d'un service, pouvant être subi par une personne physique ou morale.

Les dommages immatériels peuvent être :

- Soient consécutifs à des dommages corporels ou matériels couverts par le contrat.
- Soient non consécutifs à des dommages corporels ou matériels.

Article 4.2 Evènements garantis

Biens confiés

Les biens mobiliers appartenant à des tiers ou des cocontractants de Business France et qui lui sont confiés dans le cadre d'une prestation.

Ces biens confiés peuvent se trouver dans les locaux de « Business France » ou en d'autres lieux et notamment dans le cadre d'expositions, manifestations, colloques au cours desquelles « Business France » se verra confier des biens de toute nature.

Il est nécessaire de prévoir la possibilité pour Business France sur des événements et des périodes spécifiques d'augmenter la limite en capitaux « biens confiés » prévue au tableau de garantie en fonction de la valeur réelle correspondant aux biens confiés par les partenaires concernés notamment lors du salon « Art de Vivre ».

Responsabilité du fait des produits et services livrés

Toutes réclamations corporelles, matérielles et immatérielles encourues par « Business France » du fait des services apportés, des produits fabriqués et distribués ou conditionnés par lui, livrés à titre gratuit ou onéreux.

Dans les mêmes conditions, sera garantie la responsabilité pouvant incomber à « Business France » du fait ou dans le cadre de l'organisation et de la participation à toute manifestation en France ou à l'étranger.

Responsabilité du fait d'atteinte à l'environnement

Toutes réclamations, corporelles, matérielles et immatérielles encourues par l'assuré du fait d'une atteinte accidentelle à l'environnement, provoquée à l'occasion de l'exploitation des activités de l'assuré.

Responsabilité civile

Toute mise en cause de la responsabilité, contractuelle ou délictuelle, de l'Assurée qui entraîne des conséquences pécuniaires (dommages et intérêts) autres que pénales (amendes), que la responsabilité soit engagée par un juge judiciaire ou administratif ou toute autre juridiction compétente.

Elle garantit également :

- La garantie des recours de l'Etat en réparation des préjudices subis par son personnel.
- La garantie des recours de l'Etat en cas d'actes de violence.
- La garantie des Responsabilités du fait de conventions, contrats et marchés, qu'ils soient publics ou privés.
- La garantie des conséquences des conventions intervenues entre le Souscripteur et notamment :
 - L'État, l'administration, les collectivités locales qu'elles appartiennent au territoire sur lequel est exercée l'activité de Business France ou non, les organismes publics ou semi-publics français ou appartenant aux pays membres de l'Union Européenne ou l'A.E.L. E,
 - Les délégataires/ concessionnaires de services publics,
 - Les organisateurs de manifestations.
 - Les sociétés de location et de crédit-bail,
 - Les propriétaires d'immeubles utilisés par Business France dans le cadre des activités garanties.
 - Les établissements, collectivités, syndicats et/ou entreprises dans le cadre d'accords d'assistance réciproque,
 - Et de façon générale de toutes conventions ou pactes de garantie comportant notamment des transferts de responsabilités, renoncations à recours contre tous organismes, personnes physiques ou morales, et leur personnel.

Dommages exceptionnels

Dommages résultant

- De l'action du feu, de l'eau, du gaz et de l'électricité dans toutes ses manifestations.
- D'explosions.
- De la pollution de l'atmosphère ou des eaux, ou transmises par le sol.
- D'effondrements, glissements ou affaissements de terrain et d'avalanches.
- D'écrasements ou d'étouffements provoqués par des manifestations de panique, quelle qu'en soit la cause et des mouvements de foules.
- Ainsi que tous les dommages survenus sur ou dans les moyens de transport maritimes, fluviaux ou lacustres, aériens ou ferroviaires, ou causés par ceux-là.

Garantie défense et recours

L'assureur couvre les effets de la Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 11 modifié par l'article 50 de la Loi n° 96.1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, l'obligation de l'établissement de garantir les frais de défense pénale et recours de tout agent mis en cause dans le cadre de sa mission au sein de l'établissement.

Défense Pénale : L'assureur s'engage à défendre l'assuré, et toutes les personnes ayant reçu une délégation de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les agents placés sous l'autorité de l'assuré pendant leur service, lorsqu'ils sont personnellement poursuivis devant une juridiction

répressive à l'occasion d'un dommage garanti au titre du contrat « Assurance des Responsabilités Civiles ».

Recours : L'assureur s'engage à réclamer la réparation incombant à un tiers responsable des dommages matériels et immatériels qui en sont la conséquence, subis par l'assuré, et qui ont trait à l'un des risques compris dans les garanties de base ou expressément couverts au titre de l'une des extensions facultatives de garantie.

Article 4.3 **Montant garanti**

Le montant des capitaux s'appliquera par sinistre pour l'ensemble des garanties, à hauteur de 20.000.000 € par sinistre.

Article 4.4 **Sinistre**

Un sinistre est constitué par la déclaration, amiable ou judiciaire, formulée à l'assuré et portée par lui à la connaissance de l'assureur dans le cadre des garanties du contrat.

Article 4.5 **Conditions d'application de la garantie**

Conditions d'application de la garantie dans le temps

Les garanties jouent pour toute réclamation, amiable ou judiciaire, se rapportant à des événements ou actes garantis qui engagent la responsabilité de l'Assurée et qui ont été accomplis :

- Soit pendant la période de validité du contrat.
- Soit antérieurement à cette période, sauf si l'assureur peut démontrer que l'Assurée savait, avant la prise d'effet du contrat que ces événements ou actes seraient de nature à faire jouer les garanties.

Territorialité des garanties

La garantie est acquise à « Business France » dans le monde entier.

Lorsque la souscription d'un contrat d'assurance local sera rendue obligatoire par la législation d'un pays étranger, les garanties du marché interviendront en « différence de limites- différences de conditions » après épuisement des garanties locales.

Renonciation à recours

L'assureur renonce à exercer son recours contre les organisateurs de manifestations et activités à l'extérieur des locaux de BUSINESS France, y compris à l'étranger.

Cette clause s'applique sauf assurance.

Article 4.6 Montant des garanties et des franchises

Éléments budgétaires

Total des produits 2024 : 614 292 244 €

dont dépenses de personnel : 82 797 000 € (salaires et traitements bruts)

dont IFE : 32 934 041,71 € (indemnités versées aux Volontaires Internationaux)

Garanties	Montant par sinistre
Dommages corporels, matériels et immatériels	20 000 000 €
SOUS LIMITATION PAR GARANTIE	
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5 000 000 €
Dommages immatériels non consécutifs	1 500 000 €
Biens confiés	500 000 €
Pollution accidentelle	1 500 000 €
Produits et services livrés	5 000 000 €
Intoxications alimentaires	1 500 000 €
Défense et recours	80 000 €

A NOTER :

Dans le cadre des activités spécifique d'organisation de salons, colloques, conférences et expositions, « Business France » doit produire à brefs délais des attestations d'assurance de responsabilité en France et à l'étranger.

Le titulaire s'engage à mettre en place un dispositif digital permettant d'éditer des attestations d'assurance ou à produire ses attestations sur simple demande sous 48 heures ouvrés à « Business France ».

ARTICLE 5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES DIRIGEANTS

Article 5.1 Définitions contractuelles

Assuré

Seront notamment considérés comme assurés : - - -

- Les dirigeants de droit ou mandataires sociaux, salariés ou non, investis dans leurs fonctions au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur
 - Le Président du Conseil d'administration et les administrateurs.
 - Les directeurs généraux.

- Les représentants permanents d'une personne morale administrateur,
- Les personnes physiques investies au regard d'un droit étranger de fonctions similaires ;
- Les dirigeants de fait, personnes physiques, salariés ou non, dont la responsabilité serait mise en cause dans le cadre de leurs activités au sein de l'établissement, pour une faute professionnelle commise au cours d'un acte de direction, gestion ou supervision exercé avec ou sans mandat et/ou délégation de pouvoir.
- Les Préposés, dans le cadre de leurs pouvoirs de direction et de supervision avec ou sans délégation de pouvoirs, lorsque leur responsabilité personnelle est recherchée avec celle d'un dirigeant de droit ou lorsque leur responsabilité personnelle est recherchée en tant que représentant permanent de l'Assuré ou d'une filiale au sein d'une entité extérieure ou en tant que dirigeant de droit s'il a accepté ce mandat au sein d'une entité extérieure.

Les garanties seront étendues aux représentants légaux, héritiers, légataires et/ou ayants-cause en cas de décès ou d'incapacité des dirigeants, ainsi qu'aux conjoints, concubins et partenaires de PACS faisant l'objet d'une réclamation conjointe en raison de leur régime matrimonial.

Objet de la garantie

Le marché a pour objet la garantie des conséquences pécuniaires résultant de toute réclamation introduite à l'encontre des mandataires sociaux, dirigeants et dirigeants de fait, mettant en jeu leur responsabilité civile personnelle imputable à toute faute personnelle, réelle ou présumée, commise dans l'exercice de leurs fonctions de dirigeants ou de mandataires sociaux, y compris dans le cadre de participation.

Sera réputée faute professionnelle, tout manquement des assurés aux obligations légales, réglementaires ou statutaires relevant du droit public ou privé, toute faute de gestion commise par imprudence, erreur et en règle générale, tout acte fautif qui engage la responsabilité des dirigeants de droit ou de fait de l'établissement.

A ce titre, seront notamment garanties les réclamations relatives au Droit du travail et aux rapports sociaux y compris vis-à-vis des Volontaires Internationaux, liées à la pollution accidentelle, à la gestion financière.

De la même façon, l'assureur garantira la défense pénale et civile de mandataires sociaux et des dirigeants lorsque leur responsabilité est recherchée sur ces mêmes fondements.

Article 5.2 Etendue des garanties

Eléments budgétaires

Total des produits 2024 : 614 292 244 €

dont dépenses de personnel : 82 797 000 € (salaires et traitements bruts)

dont IFE : 32 934 041,71 € (indemnités versées aux Volontaires Internationaux)

Extension à la défense pénale et civile des dirigeants

Le contrat garantira également les frais de défense exposés :

- Pour la défense civile (judiciaire, administrative, amiable ou arbitrale).
- Pour la défense pénale.

Les frais de défense incluront les honoraires et frais divers, notamment les frais de procédure et d'expertise, les frais de cautions déposées dans le cadre de procédures d'appel.

Le remboursement de l'établissement souscripteur

Dans le cas où le souscripteur pourrait légalement prendre en charge le règlement du sinistre et les frais de défense résultant d'une réclamation introduite à l'encontre des assurés, le contrat aura également pour objet de rembourser le souscripteur ou prendre en charge le règlement du sinistre en ses lieux et places.

Extension à la faute de gestion liée à l'emploi

Cette garantie inclut :

- L'atteinte aux droits individuels d'un employé.
- La discrimination.
- Le harcèlement moral.
- Le harcèlement sexuel.
- la rupture abusive du contrat de travail.
- Les représailles.

Par extension la faute de gestion liée à l'emploi concerne également les Volontaires Internationaux dans le cadre de leur service civil.

La faute non séparable

Il s'agit d'une faute jugée non séparable des fonctions de dirigeants en application de jurisprudence de la Chambre Commerciale de la Cour de cassation (Cass. Com., 20 mai 2003). Le dirigeant étant ainsi exonéré de toute responsabilité, la réparation du dommage incombe à l'établissement souscripteur. Dans le cadre de la présente convention, l'assureur s'engage à garantir l'indemnisation ainsi due par l'établissement.

Le soutien psychologique, frais de communication et de gestion de crise

L'assureur prend en charge les frais d'accompagnement psychologique des dirigeants mis en cause dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que les dépenses engagées en matière de relations publiques nécessaires à la reconstitution de l'image publique de l'assuré.

Territorialité

Les garanties du contrat sont acquises dans le monde entier.

Période de garantie

Les garanties seront acquises aux assurés pour toute réclamation survenue au cours de la période de garantie et préalablement inconnue de ceux-ci.

En cas de résiliation du contrat, les assurés bénéficieront d'une période de garantie subséquente de 36 mois succédant immédiatement à la dernière période d'assurance, durant laquelle ils pourront déclarer à l'assureur toute réclamation ayant pour origine un fait générateur commis antérieurement à la date d'effet de la résiliation du contrat.

Garantie subséquente

Période à compter de la date de résiliation ou d'expiration durant laquelle la garantie continue de s'appliquer aux réclamations relatives aux faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration. Elle ne pourra être inférieure à 3 ans.

Article 5.3 Montant des garanties et des franchises

Le montant des garanties s'applique par année d'assurance.

Il inclut le montant des réclamations et condamnations à l'encontre de l'assuré.

Le montant des garanties s'appliquera aux frais de défense sans limitation dans la limite de la garantie principale.

Garanties	Montant par année d'assurance
Capital garanti	3 000 000€
Soutien psychologique	10% du capital souscrit
Gestion de crise	10% du capital souscrit
Reconstitution des frais de défense	100 % du capital souscrit avec un maximum de 500 000€
Amendes et/ou des pénalités civiles	10% du capital souscrit
Assistance	Oui
Protection juridique	80 000 €
Franchise	Néant

ARTICLE 6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE TRANSPORT DE MARCHANDISES ET DE BIENS

Article 6.1 Définitions contractuelles

Assuré

Business France agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra.

Objet de la garantie

« Business France » a principalement recours aux services de la valise diplomatique du Ministère des Affaires Etrangères pour ses expéditions.

Les envois par la valise diplomatique concernent du matériel informatique professionnel vers les bureaux de « Business France » à l'étranger.

« Business France » fait également appel aux services de transporteurs privés pour ses expéditions Europe et hors Europe.

La présente garantie a pour objet la couverture des marchandises transportées en France ou à l'étranger, par voie de terre, de mer ou par voie aérienne ou fluviale.

Biens assurés

Tout bien expédié par « Business France » et principalement les équipements informatiques ou matériels destinés à l'organisation de colloques, conférences, salons et à destination des collaborateurs de Business France à travers le monde.

Territorialité

Monde entier

Durée des garanties

L'assurance prend effet au moment où les marchandises quittent le point d'expédition jusqu'à la livraison au destinataire final et prise de possession par ce dernier.

Elles seront maintenues en cas de prolongation de la durée normale du voyage lorsque celle-ci ne sera pas imputable à l'assuré.

Article 6.2 Etendue de la garantie

L'assureur garantira les pertes et dommages matériels subis par les marchandises au cours :

- Du chargement et du déchargement.
- Du stockage au cours des transits.
- En cas d'accident caractérisé.
- De vol et de vandalisme.
- D'événements naturels.
- D'Incendie, Explosion ou chute de la foudre.
- De causes et phénomènes extérieurs.
- En cas de risque de rupture ou défaut d'arrimage.

Article 6.3 Indemnisation

Les indemnisations s'effectuent en valeur à neuf, le cas échéant, TVA comprise et en toutes hypothèses selon le régime fiscal du propriétaire.

Les indemnisations interviendront au plus tard dans les 30 jours suivant l'accord de l'assuré sur le montant des biens endommagés.

En cas de sinistre partiel, l'assureur procédera au règlement, outre des frais de réparation, à ceux de transport, douane ou autres frais imputables au sinistre.

Article 6.4 Frais consécutifs et risques annexes

Ce sont les frais directs et indirects engagés pour la reconstitution ou le remplacement des biens endommagés et notamment, sans pour autant que la présente énumération soit exhaustive :

- Honoraires d'experts : le remboursement des honoraires de l'expert choisi librement par l'assuré.
- Frais de rapatriement : frais engagés pour le rapatriement des biens assurés ou en tout lieu désigné en vue de leur réparation.
- Frais de sauvetage : frais engagés pour la sauvegarde et la protection des biens sinistrés.

Article 6.5 Volumétrie des expéditions

Mode d'expéditions	Volumétrie des biens transportés en 2024	Destinations
Valise diplomatique	Environ 330 expéditions pour 2 880 KG au total	Monde entier
Transporteurs privés	200 000€	
Montant maximum par transport	25 000€	
Franchise	Néant	
En cas d'expéditions groupées ou lorsque que la valeur d'un bien ou d'un ensemble de biens dépassera le montant maximum des garanties par transport, l'assureur s'engage, sur déclaration de « Business France » et moyennant surprime, à porter la garantie par transport à 100.000 €.		

La cotisation au 01 janvier 2026 est forfaitaire sur la base d'un volume de transport de 90 000 €

Elle est régularisée en fin d'exercice sur la base du montant total des expéditions effectuées au cours de l'année.

ARTICLE 7 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE AUTO-MISSION

Le lot 5 vise à garantir les conséquences pécuniaires de l'usage, au titre de leur activité pour le compte de Business France, de leur véhicule personnel par les bénéficiaires assurés.

La garantie vient en substitution de celles acquises par les bénéficiaires assurés pour leur véhicule personnel.

La garantie s'exerce lorsque ce véhicule :

- Appartient personnellement au bénéficiaire, à son conjoint, au concubin ou à un de ses ascendants ou descendants,
- Est loué, confié ou emprunté par le bénéficiaire.

Cette garantie se substitue intégralement aux contrats souscrits personnellement par les bénéficiaires et s'applique également pendant les périodes de stationnement pendant la durée de la mission.

Les véhicules du Souscripteur ne bénéficient pas de la qualité de véhicules assurés.

En cas d'utilisation, pour les besoins du service, des véhicules assurés, le Titulaire prend en charge :

- les conséquences financières de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir du fait des dommages de toute nature causés aux tiers,
- les dommages subis par lesdits véhicules.

Article 7.1 Définitions contractuelles

Bénéficiaires couverts

Les personnes garanties sont :

- Les préposés de « Business France », les stagiaires, les administrateurs.
- Les chargés de missions.
- Les bénévoles.
- et d'une manière générale toute personne intervenant pour le compte de « Business France » lorsqu'ils utilisent leur véhicule personnel ou un véhicule dont ils sont détenteurs à quelque titre que ce soit (à l'exclusion des véhicules « Business France ») dans le cadre d'un ordre de mission ponctuel ou permanent.

Risques couverts

Les bénéficiaires du contrat auto-mission sont couverts pour les dommages survenant lors de missions effectuées dans le cadre des activités de « Business France » ou en relation directe avec sa mission.

Les garanties sont acquises pour l'usage de tout véhicule terrestre à moteur, à 2, 3 et 4 roues y compris les remorques utilisées pour les besoins du service, par une personne bénéficiaire de la garantie.

Les garanties du contrat se substituent intégralement aux assurances que les bénéficiaires ont souscrites personnellement pour l'usage desdits véhicules.

En conséquence, les utilisateurs sont dispensés d'effectuer une déclaration auprès de l'assureur du véhicule accidenté.

Article 7.2 **Principes du contrat**

Fonctionnement

Le souscripteur est « Business France » et les bénéficiaires sont toutes les personnes intervenant pour son compte, salariées ou non.

Business France établit chaque année civile le récapitulatif du nombre de kilomètres parcourus pour son compte par les bénéficiaires du contrat.

Business France adresse cet état à l'assureur dans les trois mois qui suivent l'échéance principale pour l'ajustement de la cotisation au-delà des 30 000 premiers kilomètres qui sont couverts par un forfait.

Territorialité

Les garanties s'exercent :

- En France métropolitaine.
- Dans les Outre-mer.
- Dans les pays de l'Union Européenne et dans les pays où la carte internationale d'assurance (carte verte) est en vigueur.
- Dans les principautés d'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, ainsi que dans les Etats de la Cité du Vatican et de la République de Saint-Marin.

Article 7.3 **Garanties**

Les véhicules sont garantis quel que soit leur mode de détention, notamment les véhicules possédés en pleine propriété, détenus en Location Longue Durée (LLD), en Location avec Option d'Achat (LOA), en leasing, en prêt par convention...

Pour les véhicules en location-vente, location longue durée, crédit-bail, leasing..., le règlement des sinistres comprend les indemnités contractuelles éventuellement à la charge de l'administrateur.

Les garanties prévoient :

- La responsabilité civile.
- Le bris de glaces (toutes les glaces y compris rétroviseurs).
- Les catastrophes naturelles.

- La protection juridique, protection du conducteur, Assistance.
- Le vol, vandalisme, dégradation, (y compris le vol par effraction des effets, et objets personnels, matériels et marchandises y compris informatique contenus dans le véhicule sans déplacement de ce dernier)
- L'incendie.
- Les événements naturels.
- Les dommages tous accidents y compris responsable ou sans tiers identifié.
- La défense et recours.
- Les effets et objets personnels, matériels et marchandises transportés y compris informatiques contenus dans le véhicules pour un maximum de 3 500€.

Le contrat comprend une garantie assistance, limitée aux déplacements avec les véhicules assurés, sans franchise kilométrique et ce, pour tout type de dommage comme : vol, accident, panne, y compris panne d'essence ou roue crevée.

L'assistance prévoit un véhicule de remplacement de catégorie au moins équivalente pour la durée d'indisponibilité du véhicule.

Le contrat prévoit la garantie du conducteur à hauteur de 500 000 €.

Garantie	Montant par sinistre
Responsabilité civile en et hors circulation	<p>Dommages corporels illimités, dommage matériel, incendie et explosion limités à 7.500.000 €.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Hors circulation. ➤ En circulation. ➤ Garanties annexes : - assistance bénévole - conduite à l'insu - prêt de volant
Incendie du véhicule	<p>-A concurrence de la valeur vénale ou de la valeur à dire d'expert. -La valeur vénale ne pourra jamais être inférieure à 1.500 €. -La valeur à neuf du véhicule est acquise pendant 6 mois à compter de la livraison.</p>
Vol du véhicule	<p>-A concurrence de la valeur vénale ou de la valeur à dire d'expert. -La valeur vénale ne pourra jamais être inférieure à 1.500 €. -La valeur à neuf du véhicule est acquise pendant 6 mois à compter de la livraison.</p>

Dommmages tous accidents	-A concurrence de la valeur vénale ou de la valeur à dire d'expert. -La valeur vénale ne pourra jamais être inférieure à 1.500 €. -La valeur à neuf du véhicule est acquise pendant 6 mois à compter de la livraison.
Effets personnels et matériels / marchandises transportés y compris informatiques	3 500 €
Défense recours.	L'assureur prendra en charge les frais de justice pouvant incomber au conducteur ou ses passagers dans le cadre d'une procédure amiable ou contentieuse afférente à la conduite d'un véhicule garantie 50 000€
Catastrophes naturelles.	Garantie légale
Assistance au véhicule, dépannage.	L'assureur prendra en charge l'ensemble des frais consécutifs à une immobilisation du véhicule (remorquage, rapatriement du véhicule, véhicule de remplacement, frais de séjour et/ou de retour). Cette garantie est accordée sans franchise de kilométrage du lieu de parking habituel du véhicule.
Individuelle accident conducteur	Invalidité permanente partielle : 500.000 € Décès : 500.000 €
Franchise	Néant

A NOTER

Les assureurs proposeront une prime forfaitaire sur la base d'un kilométrage annuel de 30.000 km, révisés en fin d'exercice en fonction des kilomètres effectués au-delà de la base forfaitaire moyennant un taux de régularisation au kilomètre qui sera indiqué avec la prime forfaitaire.

ARTICLE 8 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE CYBER

Article 8.1 Définitions contractuelles

Objet du marché

Le présent marché a pour objet d'assurer l'établissement contre les risques liés à la cybercriminalité et notamment l'atteinte aux systèmes informatiques et/ou l'intégrité de leurs données intrusion, site internet indisponible, absence de sauvegarde, faille de sécurité, vol des données, logiciels espions, défaut de mise à jour de logiciels de sécurité, erreur humaine, extorsion de fond et demande de rançon.

Les garanties sont étendues aux données appartenant à des tiers et hébergées par l'Assuré.

L'Assureur déclare avoir eu la connaissance nécessaire à une juste appréciation des risques et ne pourra se prévaloir d'une absence de déclaration.

Acte de malveillance informatique

C'est le fait d'accéder ou de se maintenir frauduleusement dans un système informatique, ou le fait de supprimer, d'introduire ou de modifier frauduleusement des données dans un système informatique, ou encore le fait d'entraver, d'altérer ou de fausser frauduleusement le fonctionnement d'un système informatique (articles 323.1 à 323.7 du Code pénal ou son équivalent dans toute législation étrangère applicable). Font partie de la malveillance informatique l'attaque par déni de service, ainsi que toute infection informatique de type virus, cheval de Troie, bombe logique... introduites clandestinement ou accidentellement dans le système informatique.

Intrusion réseau

L'intrusion réseau est constituée par l'un des événements suivants :

- L'accès et/ou l'utilisation non autorisés, réels ou supposés, d'un système informatique détenu ou contrôlé par l'assuré ou dont l'assuré est responsable.
- L'accès non autorisé, réel ou supposé, au système informatique en cause entraînant une atteinte aux données ou une atteinte médiatique.
- L'infection dudit système informatique par un logiciel malveillant ou la transmission d'un tel logiciel malveillant audit système informatique ou depuis celui-ci.
- Une attaque par déni de service.
- Des attaques informatiques de type « dévoiement » (pharming), hameçonnage (phishing).

Une série d'intrusions réseaux continues ou des intrusions liées, répétées ou semblables sont considérées comme un seul et unique fait dommageable, réputé avoir eu lieu au moment de la première intrusion.

Logiciel malveillant

Tout code informatique non autorisé ou de nature à créer des altérations ou des nuisances et qui est conçu pour pénétrer un système informatique et pour se propager d'un système informatique à un autre.

Hameçonnage (phishing)

L'hameçonnage est un type de cyber attaque dont l'objet est d'imiter la charte graphique du souscripteur dans le but de récupérer des informations importantes par le biais de la victime.

Cryptolocker (ransomware)

Le cryptolocker est un type de cyber attaque qui consiste à crypter les données de la victime à travers l'utilisation d'un logiciel malveillant afin de pouvoir demander une rançon à la victime.

Déni de service

Attaque délibérée de hackers (pirates informatiques) à l'encontre d'un site internet, par la transmission volontaire d'un volume excessif de données, provoquant l'indisponibilité du site internet du fait de sa saturation de capacité. L'attaque par déni de service est un cas particulier d'Acte de malveillance informatique.

Interruption de service malveillante

Toute coupure électrique ou toute interruption dans les moyens de télécommunication affectant l'installation de l'Assuré, ou les réseaux le reliant aux fournisseurs du fait d'un acte malveillant.

Erreur humaine

Erreur ayant pour origine une maladresse, une négligence, une erreur de manipulation, de paramétrage, une entrée de commande erronée, un lancement de programme inadéquat, et ayant pour effet la perte ou l'altération des données ou informations assurées.

Effets du courant

Effets du courant, de phénomènes électriques, d'un champ magnétique conduisant à la perte ou l'altération des données informatiques de l'Assuré (exemple : décharge électrostatique, effets de la foudre, perturbation électromagnétique, surtension, sous-tension, panne de courant, disjonction ou coupure brutale du courant...).

Atteinte à la protection des données personnelles* :

Non-respect avéré de la Règlementation sur la protection des données personnelles.

Ce non-respect doit avoir été commis involontairement par l'Assuré ou par les prestataires, fournisseurs ou sous-traitants tiers auxquels il a recouru pour le transfert de données et traitements, ou l'hébergement de son site internet, et doit faire suite à la divulgation non autorisée (au sens de la Règlementation précitée) de Données personnelles de ses clients.

Donnée personnelle : Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, Modifié par LOI n°2018-493 du 20 juin 2018 constitue une donnée personnelle ou à caractère personnel toute information*

relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Cyber-espionnage économique ou industriel

Introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but d'y dérober, ou de copier, des données ou informations sensibles de l'entreprise afin d'être exploitées ou revendues à des tiers. L'acte malveillant peut avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

Cyber-extorsion de fonds

Tentative d'un tiers d'extorquer une somme d'argent (rançon) après avoir commis un acte de malveillance sur le Système informatique de l'Assuré.

Cyber détournement de fonds :

Introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but de dérober, des fonds ou valeurs. L'acte de détournement peut avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

Atteinte médiatique

Tous dommages subis par un tiers ou l'assuré, directement ou indirectement liés à une divulgation ou diffusion illégale d'informations via un média détenu ou contrôlé par l'assuré ou concernant des informations dont l'assuré assume la responsabilité. La divulgation ou la diffusion peut résulter ou non d'une atteinte aux données ou d'une intrusion réseau.

Ceci inclut notamment les dommages causés par :

- Une diffamation, y compris les calomnies et déclarations mensongères.
- Une atteinte à la protection de la vie privée de cette personne.
- Une atteinte aux droits à l'image de cette personne, y compris toute utilisation incorrecte ou impropre.
- Toute juxtaposition ou tout lien avec le nom, la personnalité, la voix ou la ressemblance de cette personne.
- Une atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers.

Fraude téléphonique

Toute introduction frauduleuse des systèmes de téléphonie de l'assuré entraînant une surfacturation téléphonique lorsqu'elle répercutée sur les factures téléphoniques délivrées par un opérateur.

Extorsion

Infraction, prévue à l'article 312-1 du Code Pénal français ou son équivalent dans toute législation étrangère applicable, dont est victime un assuré de la part d'un tiers ayant effectivement réalisé, ou menaçant de façon crédible, de réaliser une intrusion réseau, une atteinte aux données ou une atteinte médiatique.

Pénalités réglementaires

Les amendes et pénalités civiles, dès lors qu'elles sont légalement assurables, émises par une autorité administrative, réglementaire ou gouvernementale et consécutives à une enquête menée par ces autorités à la suite d'une atteinte aux données.

Perte d'exploitation

La somme des montants que représentent la diminution du résultat net avant impôt et des frais opérationnels subis par l'assuré, au cours de la période de remise en état des systèmes, à la suite de l'impossibilité effective, provoquée ou imposée par une intrusion réseau, d'utiliser un système informatique détenu ou contrôlé par l'assuré ou dont il est responsable.

Frais de notification

Frais engagés rendus nécessaires pour l'identification des personnes physiques et des autorités auxquelles la violation de données personnelles devra être notifiée.

Frais supplémentaires d'exploitation

Frais engagés pour la mise en œuvre de mesures correctives permettant d'éviter, de limiter et de reprendre le plus rapidement possible les activités professionnelles.

Frais de défense et de justice

Frais de justice et d'honoraires d'avocat engagés à la suite d'un sinistre garantis et rendus nécessaires par une réclamation ou une obligation réglementaire.

Dommages et intérêts

Indemnités mis à la charge de l'assuré dans le cadre d'une décision de justice ou arbitrale.

Article 8.2 Evénements assurés

Atteintes aux informations

Sont garantis les frais et pertes résultant d'une Atteinte aux systèmes d'informations et aux informations ayant pour origine :

- Un acte de malveillance informatique (dont virus, déni de service, bombe logique, rançongiciel...).
- Une interruption de service par suite d'acte de malveillance informatique sur l'installation du fournisseur d'électricité ou de télécommunication

En complément des événements garantis précités, sont garantis les frais ci-après définis résultant d'une atteinte aux informations non consécutive à un dommage matériel et ayant pour origine :

- Une erreur humaine commise par imprudence ou négligence
- Un acte de malveillance informatique d'origine interne ou externe
- Une interruption de service par suite d'erreur humaine sur l'installation du fournisseur d'électricité ou de télécommunication
- Les effets du courant

Atteinte à la protection des données personnelles

Sont garantis les frais et pertes ci-après définis résultant d'une Atteinte à la protection des données personnelles c'est à dire la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles et ayant pour origine :

- Un acte de malveillance informatique
- Une erreur humaine commise par imprudence ou négligence.

Espionnage économique

Sont garantis les frais et pertes résultant l'introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but d'y dérober, ou de copier, des données ou informations sensibles de l'entreprise

afin d'être exploitées ou revendu. La malveillance pourra avoir été perpétrée par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

Atteinte médiatique

Sont garantis les frais et pertes subis par un tiers ou l'assuré, directement ou indirectement liés à une divulgation ou diffusion illégale d'informations via un média détenu ou contrôlé par l'assuré ou concernant des informations dont l'assuré assume la responsabilité. La divulgation ou la diffusion peut résulter ou non d'une atteinte aux données ou d'une intrusion réseau.

Sont ainsi garantis les dommages causés par :

- Une diffamation, y compris les calomnies et déclarations mensongères.
- Une atteinte à la protection de la vie privée.
- Une atteinte aux droits à l'image.
- Une atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

Détournement de fonds et tentative d'extorsion de fonds

Seront garantis les frais et pertes consécutives à une introduction frauduleuse dans le Système informatique de l'Assuré dans le but de dérober, des fonds, y compris une demande de rançon. Le détournement peut avoir été perpétré par un tiers, avec ou sans la complicité d'un préposé, ou par un préposé.

Fraude téléphonique et cyber fraude

A/Sera garanti en cas de fraude subie, entendue comme tout acte illicite, commis par un cyber-pirate et résultant de son intrusion dans notre système informatique :

- Portant directement :
 - Soit sur des valeurs dont nous sommes propriétaire.
 - Soit sur des biens ou services dont nos partenaires commerciaux sont propriétaire, lorsque cet acte frauduleux est répercuté sur les factures qui nous sont adressées par nos partenaires commerciaux ;
- Et relevant de l'une ou plusieurs des infractions suivantes prévues par le droit pénal français (ou de toute infraction équivalente sanctionnée par le droit pénal étranger applicable) :
 - Vol (articles 311-1 et suivants du Code pénal) ;
 - Escroquerie (articles 313-1 et suivants du Code pénal) ;
 - Abus de confiance (articles 314-1 et suivants du Code pénal) ;
 - Faux et usage de faux (articles 441-1 et suivants du Code pénal) ;
 - Fausse monnaie (articles 442-1 et suivants du Code pénal) ;
 - Chèque contrefait ou falsifié (articles L.163-3 et suivants du Code monétaire et financier).

B/ Seront aussi garantis les frais et pertes consécutives à une surfacturation téléphonique lorsqu'elle est répercutée sur les factures téléphoniques délivrées par un opérateur.

Ces garanties « Cyber fraude et Fraude Téléphonique » (point A et B ci-dessus) sont étendues à tous actes d'ingénierie sociale. La fraude par ingénierie sociale étant définie ainsi : « La fraude par ingénierie sociale est un terme générique qui désigne les escroqueries orchestrées par les criminels

qui abusent de la confiance d'une personne afin d'obtenir de l'argent ou des informations confidentielles leur permettant de commettre une autre infraction. Pour ce faire, les criminels utilisent principalement les médias sociaux, mais peuvent aussi agir par téléphone, par courriel, par visioconférence, par messagerie instantanée ou en face-à-face.

Attaque par déni de service

Sont garantis les frais et pertes subis par un tiers ou l'assuré, directement ou indirectement liés à un déni de service. Le déni de service consiste à envoyer un très grand nombre de requêtes dans le but d'empêcher une entreprise de fournir un service du fait de la saturation du système informatique.

Communication et gestion de crise

Seront garanties les frais et horaires de spécialistes en communication de crise rendus nécessaires pour la gestion de la communication externe et interne à l'assuré en vue de limiter l'impact d'un sinistre sur la réputation.

Perte d'exploitation et frais supplémentaires d'exploitation

Seront garantis les pertes de marge brute d'exploitation subie directement subie par l'interruption des activités professionnelles et consécutives à la survenance d'un sinistre garanti.

Seront garantis les frais engagés pour la mise en œuvre de mesures correctives définies dans le cadre des frais supplémentaires d'exploitation. 4.10.

Protection juridique et frais de justice

- **Frais de défense**
Seront garantis les frais d'avocat engagés par l'assuré. Cette prise en charge interviendra à l'issue du règlement amiable, arbitral, administratif ou judiciaire du sinistre.
- **Domages et intérêts**
Seront garantis les dommages et intérêts auxquels l'assuré serait condamné à l'issue d'une décision arbitrale, administrative ou judiciaire.
- **Enquêtes et sanctions administratives**
- Seront garantis les dépenses engagées en cas d'enquête, action diligente ou sanctions administratives à l'encontre de l'assuré par une autorité administrative ou gouvernementale compétente au titre de la violation de données personnelles concernées notamment la Commission Nationale Informatique et Libertés.

Frais d'assistance

Cette assistance a vocation à s'appliquer quelles que soient les garanties mobilisées en cas de sinistre garanti, avéré ou potentiel. L'assureur pourra ainsi mandater :

A. Expert en sécurité IT : un consultant spécialisé en matière de sécurité des systèmes d'information, dont la mission pourra notamment consister, selon le cas, à identifier la faille de sécurité de notre système informatique, préconiser des solutions en vue de la pallier, à identifier les données personnelles ou les données confidentielles compromises, à identifier le ou les auteurs d'une cyber-attaque, à constituer un dossier de recours.

B. Avocat : un avocat, dont la mission pourra notamment consister, selon le cas, à identifier la nature et la portée de vos obligations légales ou réglementaires en termes de notification de toute violation de données personnelles aux autorités compétentes et/ou aux individus dont les données personnelles ont été violées, le cas échéant à procéder à ces notifications, ou à constituer un dossier de recours.

C. Récupération de données : un expert spécialiste de la récupération de données, dont la mission consistera à tenter de récupérer, à partir des supports informatiques dont vous disposez, les données personnelles et/ou les données confidentielles perdues ou altérées.

D. Monitoring et Surveillance : un expert spécialiste en charge de surveiller et prévenir toute utilisation non autorisée des données volées ou des systèmes altérés.

Une hotline 24/7 sera mise à disposition dans le cadre de cette garantie d'Assistance.

Frais de notification

Seront garantis les frais engagés permettant de procéder :

- A l'identification de la nature et de la portée de vos obligations légales ou réglementaires de notification.
- A l'identification des personnes physiques et des autorités nationales auxquelles la violation de données personnelles constatée devra être notifiée.
- A la notification de la violation de données personnelles constatée aux personnes physiques concernées et aux autorités administratives ou gouvernementales compétentes conformément à vos obligations légales ou réglementaires.

Article 8.3 Territorialité

Etendue Géographique : Les garanties prévues par la présente police sont applicables dans le monde entier.

Article 8.4 Garantie dans le temps

Le présent article reproduit les dispositions du 4^e alinéa de l'article L 124-5 du Code des assurances conformément à l'obligation faite à l'assureur.

Conditions de garantie en cours de validité du contrat et garantie subséquentes.

La garantie du présent contrat est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation lui est adressée ou est adressée à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq (5) ans à compter de sa date de résiliation ou d'expiration quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Article 8.5 **Confidentialité**

L'assureur traitera de façon confidentielle les informations fournies par le souscripteur dans le cadre de la police et de tout sinistre y afférent.

L'assureur ne communiquera à aucun tiers ces informations sans avoir préalablement obtenu l'accord du souscripteur. Toutefois l'assureur pourra être autorisé après accord de l'assuré à divulguer les informations confidentielles :

- Aux experts sinistres impliqués dans la gestion de la police, aux membres de son personnel, à ses représentants, réassureurs et conseillers professionnels, ainsi qu'à ceux de son groupe de sociétés.
- Que la loi, la réglementation applicable ou une décision de justice obligerait à communiquer.
- À tout tribunal, organisme de médiation ou d'arbitrage auquel serait référé toute affaire relative à la police ou à sa réassurance.

Article 8.6 **Modification du risque**

Acquisition et /ou création de nouveaux assure

La garantie est automatiquement étendue à toute personne morale qui, pendant la période de garantie acquière la qualité assurée.

Cession

Dans l'hypothèse où une personne morale cesse d'avoir la qualité d'assuré en cours de période de garantie, la garantie lui reste acquise pour les réclamations portant sur des fautes commises antérieurement à la date de cession pendant la période de validité du contrat et au-delà, pendant la garantie subséquente.

Fusion absorption du souscripteur

Le présent contrat est automatiquement résilié à l'issue de la période de garantie au cours de laquelle est intervenue une fusion absorption entraînant la disparition du souscripteur au bénéfice d'une personne morale autre qu'un assuré, sauf demande expresse du souscripteur.

Article 8.7 **Extension de garantie**

Fournisseurs de services informatiques

La présente garantie est étendue aux interruptions totales ou partielles de nos activités professionnelles directement consécutives :

- A une cyber-attaque subie par un de nos fournisseurs de services informatique.
- A un dysfonctionnement ou une indisponibilité accidentelle(le) de notre système informatique causé(e) par une erreur humaine d'un de nos fournisseurs de services informatiques.

Fournisseurs de services externalisés

La présente garantie est étendue aux interruptions totales ou partielles de nos activités professionnelles directement consécutives :

- A une cyber-attaque subie par un de nos fournisseurs de services externalisés
- A un dysfonctionnement ou une indisponibilité accidentelle(le) de notre système informatique causé(e) par une erreur humaine d'un de nos fournisseurs de services externalisés.

Défaillance de notre système informatique à la suite d'erreur humaine ou d'acte intentionnel

La présente garantie est étendue aux interruptions totales ou partielles de nos activités professionnelles consécutives à un dysfonctionnement ou une indisponibilité accidentelle(le) de notre système informatique à la suite d'une erreur humaine de notre part ou commise par l'un de nos préposés.

Toutes défaillances du système informatique

La présente garantie est étendue aux interruptions totales ou partielles de nos activités professionnelles consécutives à tout dysfonctionnement ou toute indisponibilité accidentel(le), entendu(e) comme imprévu(e) et non intentionnel(le), de notre système informatique.

Article 8.8 Garanties et franchises

Garanties	Montant par sinistre
Capital garanti	5 000 000€
Dont	
Enquêtes administratives	5 000 000 €
Amendes administratives	
Frais de communication de crise	
Frais de défense	
Dommages et intérêts	
Frais de notification	
Pertes d'exploitation	
Fraude téléphonique et Cyber Fraude	150 000 €
Frais supplémentaires d'exploitation - Frais d'assistance et frais de remise en état	Sans sous limite
Franchise par évènement	100 000€

Les garanties sont accordées au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle, par sinistre, c'est-à-dire par événement et par site, sans limitations annuelles.

Elles sont automatiquement reconstituées après la survenance d'un sinistre, sans perception de primes complémentaires.

ARTICLE 9 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE ANNULATION D'ÉVÉNEMENTS

Article 9.1 Définitions

Intempérie : phénomène atmosphérique naturel, tel que la pluie, la neige, la grêle ou encore le vent, qui perturbe les activités humaines.

Frais engagés : tous les frais restant à la charge de la personne morale souscriptrice liés à l'organisation d'une manifestation, tels que les frais de réservation du site, les frais de location du matériel, la rémunération de l'artiste.

Article 9.2 Objet de la garantie

La garantie porte sur :

- Le remboursement des frais engagés ou encourus restant à la charge de Business France lorsque la manifestation assurée est annulée en totalité ou partiellement, ajournée ou écourtée du fait de la survenance d'un événement garanti.

Sont concernées par cette garantie,

- Les manifestations organisées par Business France.
- Ou auxquelles Business France participe. à l'intérieur de locaux, de structures légères ou en plein air que le site soit couvert ou non.

Éléments budgétaires

- Les volumes des capitaux pour les manifestations assurées nécessaires pour le calcul de la prime seront communiqués lors de la phase offres.

Ils comprendront :

Total des coûts liés à l'organisation ou la participation à des événements

- dont dépenses en tant qu'organisateur
- dont dépenses en tant que participant

Article 9.3 **Territorialité**

Etendue Géographique : Les garanties prévues par la présente police sont applicables dans le monde entier.

Article 9.4 **Evènements assurés**

La couverture repose sur une garantie destinée à couvrir Business France contre les risques d'annulation ou d'interruption totale ou permanente ou d'ajournement des évènements assurés (manifestations organisées par Business France ou auxquelles Business France participe) et qui résulteraient d'une cause hors de son contrôle.

Sont notamment couvertes les causes d'annulation suivantes :

Sont garanties les intempéries / catastrophes naturelles ne permettant pas :

- Le montage du matériel et/ou objets nécessaires à la manifestation assurée.
- L'utilisation desdits matériels pour des raisons de sécurité.
- Le déroulement normal de la manifestation du fait de l'ampleur des intempéries.

Pour l'assurance intempérie, on entend une absence totale de participants ou une différence notable entre la fréquentation réelle de la manifestation et celle attendue par les organisateurs, dans la mesure où l'intempérie résulte du vent, d'une chute de pluie, de neige ou de grêle, régulièrement constatés préalablement à la manifestation ou pendant la manifestation elle-même

Sont également garantis les événements suivants :

- Retrait des autorisations administratives pour une cause extérieure à la manifestation assurée et indépendante de la volonté de Business France.
- Evacuation et/ou interdiction d'accès au lieu de la manifestation assurée lorsqu'elles sont décidées par les autorités publiques nationales ou locales pour des raisons de sécurité.
- Blocage par les autorités administratives, judiciaires, militaires ou douanières, du matériel et/ou objets nécessaires à la manifestation assurée alors qu'aucune irrégularité n'a été commise par Business France.
- Destruction ou détérioration totale ou partielle du site prévu la manifestation ;
- Vol, destruction ou détérioration accidentelle du matériel et/ou objets indispensables au déroulement de la manifestation, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas réparables ou remplaçables avant le déroulement de la manifestation assurée.
 - En cas de vol, l'indemnité sera versée à l'assuré sous condition d'envoi préalable du récépissé de dépôt de plainte.
- Carence accidentelle de la fourniture de courant électrique par les prestataires de service concernés.
- Deuil national français ou dans le pays de déroulement de la manifestation.
- Attentats ou menaces d'attentats ainsi que d'actes de terrorisme.

ARTICLE 10 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GARANTIE

RESPONSABILITE FINANCIERE DES GESTIONNAIRE PUBLICS

Article 10.1 Définitions

Souscripteur : désigne la personne morale de droit public ou privé participant à l'exécution d'une mission de service public et dont les gestionnaires publics sont justiciables de la Cour des Comptes

Assurés : Désigne le Gestionnaire Public exerçant ou ayant exercé en cette qualité au sein du souscripteur, bénéficiaire des garanties prévues au Contrat et dues par l'Assureur.

Gestionnaire public : Désigne les Ordonnateurs, les Régisseurs et les Comptables Publics.

Comptable public : Tout agent de droit public ayant la charge exclusive de manier les deniers publics et de tenir les comptes

Ordonnateur : Désigne le Gestionnaire Public ayant la charge de prescrire l'exécution des recettes et des dépenses du souscripteur

Régisseur : Désigne l'agent public chargé, pour le compte du Comptable Public, d'opérations de paiement de dépenses et/ou d'encaissement de recettes.

Fait générateur : Désigne l'erreur, la négligence, la faute, et plus généralement tout acte, fait ou omission intervenant à l'occasion de l'exercice de son activité de Gestionnaire Public par l'assuré, et de nature à engager sa responsabilité pécuniaire à l'égard du souscripteur.

Juridiction financière : Désigne la Cour des comptes statuant en premier ressort, la Cour d'appel financière statuant en appel, ou le Conseil d'Etat statuant en tant que juge de cassation des arrêts rendus par la Cour d'appel financière.

Sinistre : Désigne l'ensemble des conséquences d'un même Fait Générateur, susceptible de mettre en jeu l'une au moins des garanties prévues au Contrat. La garantie de Protection Juridique bénéficie à l'assuré dès l'ouverture d'une procédure de contrôle de gestion et/ou de comptabilité à son encontre.

Article 10.2 Objet de la garantie

Responsabilité civile professionnelle :

La garantie porte sur les éléments suivants :

- Les conséquences pécuniaires résultant de l'engagement de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en sa qualité de Gestionnaire Public, à raison des dommages subis par Business France
- Les sommes versées afin de réparer les dommages résultant de tout fait dommageable, imputable à l'assuré et/ou à ses subordonnés, en vue d'obtenir une dispense de peine dans les conditions de l'article L. 131-19 alinéa 2 du code des juridictions financières, sous réserve que l'Adhérent nous communique tout élément permettant d'apprécier l'opportunité et les chances de réussite d'une telle démarche dont l'objet est d'obtenir une dispense de peine, même partielle, ou de constater que le préjudice causé par l'infraction a cessé.
- Les sommes versées par les gestionnaires publics afin de réparer les déficits résultant de tout fait dommageable.

Défense civile responsabilité civile :

La garantie porte sur les éléments suivants :

- En cas de mise en cause de la Responsabilité Civile Professionnelle de l'assuré mettant simultanément en jeu ses intérêts en tant que bénéficiaire des garanties et ceux de l'assureur, prise en charge de la défense de l'assuré dans le cadre des procédures administratives ou juridictionnelles (es honoraires, frais irrépétibles et dépens correspondants à ces procédures).
- Il en est de même en ce qui concerne l'action civile exercée devant les juridictions pénales si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées et sont intervenues à l'instance pénale.

Pertes pécuniaires :

La garantie porte sur les éléments suivants :

- Remboursement à l'assuré tout ou partie des frais de déplacement dès lors que ce déplacement a un lien direct avec une instance en cours devant la Juridiction Financière ou devant la Juridiction Administrative.

Assistance psychologique :

La garantie porte sur les éléments suivants :

- Prise en charge jusqu'à cinq (5) entretiens téléphoniques
- Prise en charge jusqu'à trois (3) consultations présentielle avec un psychologue clinicien

afin d'aider l'assuré à surmonter un trouble psychologique présentant un lien direct avec des faits déferés au ministère public près la Cour des comptes.

Protection juridique :

La garantie porte sur les éléments suivants :

- Service d'information juridique par téléphone et d'aide financière, dans le cadre d'une procédure de contrôle de comptabilité ou de gestion ou d'une procédure ayant cours devant la Juridiction Financière et/ou la Juridiction Administrative amenée à statuer sur un ou des faits déferés au ministère public près la Cour des comptes ou sur leurs conséquences managériales, ainsi que dans le cadre de l'exercice d'une voie de recours à l'encontre d'une décision prononcée par l'une de ces juridictions.

Dans le cadre de l'aide financière, la prise en charge porte sur :

- Les honoraires et frais de la personne qualifiée et/ou de l'avocat saisi(e)(s) de la défense des intérêts de l'assuré, les frais de procédure et de défense engagés dans le cadre d'une procédure de contrôle et, en cas d'échec de la procédure amiable
- Les sommes mises à la charge de l'Adhérent au titre des dépens et des frais irrépétibles à l'issue de l'une ou plusieurs de ces procédures.

Article 10.3 Tableaux de garanties

Garanties	Montant par sinistre
Responsabilité civile professionnelle	
Conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle	1 000 000 €
Sommes versées pour donner suite à démarches de dispenses de peines	100 000 €
Réparation des déficits	20 000 €
Défense civile responsabilité civile	Sans plafond
Pertes pécuniaires	5 000 €
Assistance psychologique <ul style="list-style-type: none"> • Au titre d'une procédure ayant cours devant Juridiction Financière, • Au titre d'une procédure ayant cours devant Juridiction Administrative appelée à statuer sur la régularité et/ou le bienfondé d'une Décision Managériale • au titre d'une procédure ayant cours devant Juridiction Administrative appelée à statuer sur la réparation du préjudice subi par l'Etablissement 	Cinq (5) entretiens téléphoniques et trois (3) consultations présentes avec un psychologue clinicien par type de procédure
Protection juridique devant la juridiction financière ou en cas de procédure managériale / administrative	Avec un maximum de 70 000 € par sinistre
Contrôle	5 000 €
Instruction	5 000 €
Uniquement en cas de procédure managériale / administrative Procédure managériale	3 000 €

Recours gracieux	1 000 €
Médiation judiciaire	1 500 €
1ère instance	5 000 €
Appel	5 000 €
Cassation	5 000 €
Renvoi à la suite de cassation	«3 000 €
Recours en révision	2 000 € uniquement juridiction financière
Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC)	2 000 €
Procédure devant toute juridiction européenne confondues	5 000 €